Archer Daniels Midland Company

Rapport annuel 2005

Au titre de l'exercice 2005, Archer Daniels Midland Company a fait état d'un résultat record atteignant 1,04 milliard de dollars US, soit 1,59 dollar US par action, accroissant dans le même temps le rendement sur les capitaux propres du début de l'exercice à 13,6 %. Cette performance financière sans précédent en 2005 s'inscrit dans le droit fil d'une rentabilité qu'ADM a continuellement livrée depuis plus de 100 ans.

ADM est l'un des premiers transformateurs au monde de fèves de soja et de graines de maïs, de blé et de cacao et fournit des produits tels que tourteaux, huiles, édulcorant, éthanol et farine à des clients répartis aux quatre coins de la planète. L'acquisition de nouveaux clients et la fidélisation de la clientèle existante repose sur le capital humain de la société : plus de 25 000 employés à travers plus de 500 sites de transformation et de distribution agricoles font bénéficier ADM de leur connaissance intime du marché et de la finesse de leurs appréciations. Si les matières premières constituent une large part des produits d'ADM, la Société se distingue par de nombreux services prisés par sa clientèle, comme notamment sa gestion logistique, ses programmes d'assurance qualité et son aide au développement de produits.

Aujourd'hui, ADM recueille les fruits d'investissements stratégiques menés au cours des dernières décennies, pour des produits comme l'éthanol et le cacao notamment, ainsi que du positionnement d'actifs destiné à répondre à la demande croissante émanant du continent asiatique. De nouvelles initiatives, qu'elles revêtent la forme d'investissements indépendants ou s'inscrivent dans le cadre de partenariats avec d'autres entreprises, s'appuient sur les tendances fondamentales du marché aussi bien que sur les opportunités nées de la nouvelle donne économique dans le secteur énergétique.

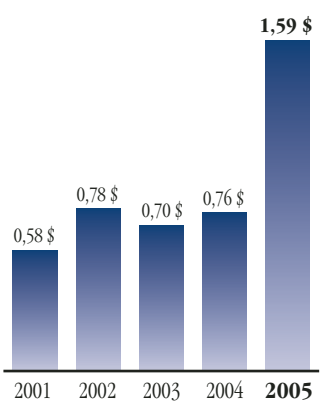
Si les marchés sur lesquels intervient ADM ne sont pas à l'abri d'une volatilité à court terme, la Société fait indéniablement preuve, depuis de longues années, d'une politique d'investissement à long terme fructueuse sur les marchés agricoles. C'est à la poursuite de cette performance qu'est consacré le capital humain et financier d'ADM.

TABLE DES MATIÈRES

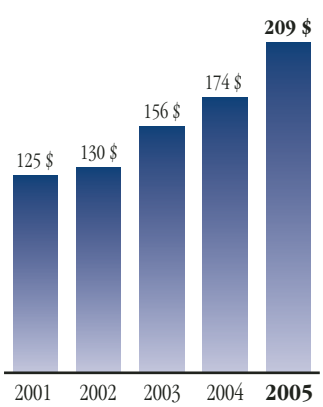
Repères financiers

	2005	2004
	(en milliers de dollars US, sauf montants par action)	
Chiffre d'affaires net et autres produits d'exploitation	**35 943 810 $**	36 151 394 $
Résultat net	**1 044 385**	494 710
Dividendes en espèces	**209 425**	174 109
Additions brutes aux immobilisations corporelles	**647 378**	620 633
Amortissement	**664 652**	685 613
Fonds de roulement	**4 343 837**	3 588 759
Immobilisations corporelles – montants nets	**5 184 380**	5 254 738
Dette à long terme	**3 530 140**	3 739 875
Capitaux propres	**8 433 472**	7 698 216
Moyenne pondérée des actions en circulation – de base	**654 242 000**	647 698 000
Moyenne pondérée des actions en circulation – après conversion des titres optionnables	**656 123 000**	649 810 000
Par action ordinaire		
Résultat net – de base	**1,60 $**	0,76 $
Résultat net – après conversion des titres optionnables	**1,59**	0,76
Dividendes en espèces	**0,32**	0,27
Fonds de roulement	**6,68**	5,51
Capitaux propres	**12,97**	11,83
Nombre d'actionnaires	**23 091**	24 394
Effectif	**25 641**	26 317

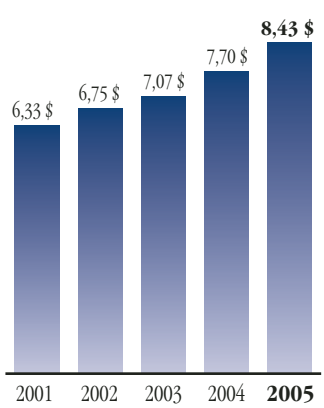
Bénéfice par action
(en dollars US)



Dividendes en espèces
(en millions de dollars US)



Capitaux propres
(en milliards de dollars US)



Chers actionnaires :

Au titre de l'exercice qui vient de s'écouler, ADM a enregistré un résultat net record d'un milliard de dollars US, tout en générant un rendement sur capitaux propres à deux chiffres. Ces résultats prouvent que nous avons su mettre en œuvre efficacement notre capital intellectuel pour gérer notre réseau mondial d'actifs. Notre trésorerie positive a permis de procéder à des investissements dans nos infrastructures, de consolider notre bilan et de reverser une partie des sommes dégagées à nos actionnaires sous forme de dividendes et de rachats d'actions. Notre situation financière est solide et c'est un atout qui nous permettra de saisir les opportunités qui s'ouvriront à nous sur nos différents marchés.

La transformation alimentaire est au cœur de notre activité. Lorsque nous créons de l'éthanol à partir du maïs, des tourteaux avec des graines oléagineuses, de la farine avec du blé ou lorsque nous produisons des centaines d'autres produits, ADM fait figure de lien essentiel entre l'exploitation agricole régionale et l'économie mondiale. La nature est généreuse, nous en sommes conscients, et la valeur qui en découle s'inscrit dans la pérennité. Cette valeur qui offre de nombreux potentiels de développement et la convergence de nombreuses évolutions, observables actuellement à l'échelle de la planète, nous encourage à les exploiter.

La toute première de ces mutations est la croissance des économies des nations les plus peuplées du monde, plus particulièrement la Chine et l'Inde. Dans ces pays et surtout dans toute l'Asie, la croissance économique suit un modèle de développement prévisible. Elle conduit à une amélioration des revenus, un développement de la classe moyenne et une augmentation de la demande en aliments riches en protéines. Grâce à de solides investissements à l'échelle mondiale, ADM est actuellement prête à répondre à ces besoins. Nous avons investi dans la collecte de culture et les centres de distribution et de traitement qui permettent de répondre à l'évolution des exigences des consommateurs. En Europe de l'Est, nous avons également investi dans de telles infrastructures afin de soutenir des marchés en pleine croissance.

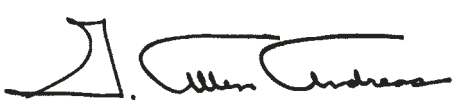
La croissance économique entraîne également des besoins énergétiques accrus et nos investissements dans la production d'éthanol et de biodiesel arrivent à point nommé.

Dopés par la croissance de la demande énergétique en Chine et en Inde, sans oublier les besoins croissants en Amérique du Nord et en Europe, les marchés mondiaux de l'énergie créent de nouvelles opportunités pour les combustibles dérivés de cultures renouvelables.

La technologie vient enrichir la valeur ajoutée issue du secteur agricole. Certes, ADM sert de lien essentiel entre l'exploitation agricole et l'économie mondiale, mais nous devenons également un lien privilégié entre les technologies innovantes et les experts de la production. L'augmentation des prix du pétrole et la restriction des approvisionnements en énergie créent de nouvelles contraintes affectant de nombreux secteurs industriels. ADM développe ses partenariats de recherche afin de développer des produits alternatifs à partir de substrats agricoles renouvelables. Alors que la fin de l'été 2005 est proche, force est de constater que la création de valeur issue de l'agriculture ne peut que continuer à croître fortement dans le monde, offrant ainsi à ADM des opportunités à long terme, comme à court terme.

Toutefois, entre les potentiels que nous découvrons aujourd'hui et les résultats financiers de demain, la route est longue. Nous sommes persuadés que les tendances à long terme qui se dessinent sauront soutenir l'incroyable potentiel de croissance de notre secteur. À l'instar de la promesse que nous vous avons faite dans le passé, nous nous engageons à investir dans l'avenir avec discernement, afin d'offrir à nos actionnaires des rendements toujours meilleurs.

Veuillez agréer, chers actionnaires, mes salutations les plus distinguées.



G. Allen Andreas
Chairman and Chief Executive

Resourceful by Nature

(Riche en ressources, par nature)

Le capital intellectuel d'ADM permet aux infrastructures et investissements mondiaux de la Société de générer des rendements supérieurs.

« Les personnes qui s'occupent de nous sont très attentives à nos besoins ; il ne fait aucun doute qu'elles accordent une grande importance à notre entreprise. Elles s'informent auprès des acheteurs et du personnel de l'usine pour s'assurer que tout est en ordre. Nous devons travailler dur pour conclure des ventes dans nos magasins et nous apprécions le fait qu'ADM travaille avec autant d'ardeur pour améliorer nos produits. »

Gary Oelrich
Responsable des approvisionnements
The Kroger Co.

Le capital intellectuel représente la différence entre un piano et un concert, c'est l'ingrédient qui transforme un tissu en vêtement et la peinture en tableau. Dans le monde des affaires, cela correspond à la différence entre l'investissement en capital et la rentabilité qui en découle.

Bien qu'il ne figure pas au bilan, notre capital intellectuel est un atout indispensable pour démarquer Archer Daniels Midland de ses concurrents et assurer la rentabilité de la Société. ADM se mesure à ses concurrents sur des marchés régionaux et mondiaux. Afin de rentabiliser ses investissements dans les actifs et exploitations de ces régions, ADM doit faire preuve d'une solide connaissance du secteur agro-alimentaire et d'une vision à long terme. La Société doit prendre les bonnes décisions – tant au niveau de la collecte des récoltes, où les variations de prix peuvent s'effectuer d'une minute à l'autre, qu'au niveau des investissements dans des établissements de transformation dotés d'une durée de vie de 40 ans.

Grâce à son réseau mondial d'infrastructures de collecte et de transformation, ses centres de distribution et ses équipements de transport, ADM occupe une position solide parmi ses concurrents. Ces actifs déployés offrent une grande souplesse et permettent de répondre à l'évolution de la demande mondiale et du commerce international, aussi bien au quotidien que sur le long terme.

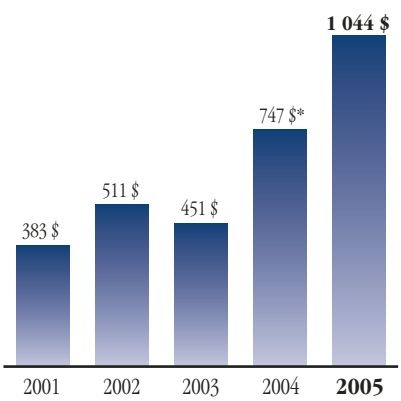
Cependant, créer un réseau mondial d'actifs ne suffit pas. Le choix de la situation géographique et du calendrier est tout aussi important. Si l'on cible un marché trop tôt, le capital investi risque d'être inutile pendant des années, ne générant peu ou pas de chiffre d'affaires. Par contre, si l'on pénètre sur un marché trop tard, il y a des chances que la concurrence y soit déjà solidement installée.

Chaque jour offre de nouvelles opportunités à ceux qui sont prêts à investir dans le capital intellectuel et financier qui assurera leur croissance à long terme. Un réseau unique d'établissements et le savoir-faire de plus de 25 000 salariés sont à l'origine d'une qualité de service client inégalée, d'activités de transformation agricole performantes et de résultats financiers solides. Dans une ferme, nombreux sont ceux qui voient du maïs, des graines de soja ou du blé. Chez Archer Daniels Midland, nous y voyons des opportunités.

« ADM sait très bien que vous pouvez vendre une marchandise, mais il n'est pas nécessaire de la traiter comme telle. C'est à ce niveau que nous faisons la différence. »

Responsable Qualité
Grande entreprise de boissons

Résultats nets
(en millions)



**Représente un résultat net 2004 de 495 millions de dollars US plus 252 millions de dollars US nets d'impôts suite au règlement du contentieux avec HFCS en 2004.*

Sur le court terme, il est difficile de mesurer l'impact positif généré par le capital intellectuel au niveau de la réussite de l'entreprise, mais la performance sur le long terme démontre très clairement son incidence. **ADM délivre depuis plus de 100 ans une rentabilité continue. Cette performance illustre bien la perspicacité avec laquelle nous prenons nos décisions.** Au cours des dix dernières années, le succès des investissements de la Société sur les marchés asiatiques, dans des infrastructures de cacao, dans l'éthanol en Amérique du Nord et dans d'autres domaines sources de croissance, reflète la vision à long terme que nous avons poursuivie avec perspicacité. Suite à une année 2004 solide, les résultats financiers records de 2005 démontrent l'efficacité de nos investissements dans les exploitations principales, les joint-ventures et d'autres projets.

La rentabilité de l'exercice fiscal 2005 poursuit une évolution qui est le fruit de plusieurs années de travail, alors qu'ADM continue de déployer son capital financier et intellectuel avec une efficacité accrue. Au cours des cinq dernières années, par exemple, les résultats nets ont plus que triplé alors que le montant net des immobilisations corporelles nécessaires pour générer ces résultats a en réalité baissé de 2 %. Au cours de la même période, le rendement sur capitaux propres du début de l'exercice a augmenté pour passer de 6,3 % à 13,6 %.

Nous devons ces bons résultats au déploiement d'efforts considérables pour maximiser le rendement à long terme du capital investi par nos actionnaires. Tandis que le positionnement mondial et le développement des actifs ont toujours constitué une condition indispensable à la croissance au cours des dernières décennies, plus récemment, la Société a surtout mis l'accent sur la croissance de son chiffre d'affaires en exploitant le réseau déjà en place. De nouveaux investissements sont effectués, bien sûr, mais leur poids relatif s'est modifié alors que le potentiel du réseau mondial d'ADM a commencé à

Le développement économique conduit à une augmentation des revenus et une plus forte demande en aliments de bonne qualité et nutritifs, et ceci dans pratiquement chaque pays. La croissance industrielle en Chine a généré plusieurs marchés prometteurs pour ADM, des tourteaux de graine de soja utilisés pour l'alimentation animale aux huiles de soja raffinées vendues dans le commerce. L'expansion des infrastructures de collecte d'ADM en Amérique du Sud et les investissements dans des établissements de transformation sous la forme de joint-ventures en Chine souligne notre ferme engagement en termes de capital et de ressources humaines vis-à-vis d'un des plus puissants moteurs de croissance économique au monde.

s'affirmer. L'amélioration de nos résultats financiers repose sur plusieurs facteurs : un accent accru sur l'efficacité, le déploiement de nos actifs sur des segments à plus forte valeur ajoutée et plus forte croissance, et une discipline d'investissement gérant avec prudence le risque posé par de nouvelles capacités sur l'équilibre entre coûts de production et prix des produits finis.

« ADM est une grande entreprise, mais vous nous traitez comme si nous étions votre seul et unique client. Au fur et à mesure de nos acquisitions, nous essayons de compter de plus en plus sur ADM. »

Michael Oliveri
Vice-président, Achats/Planification
NBTY Inc.

Dans le même temps, la Société a développé son travail de collaboration et de planification avec de nombreux clients, affirmant sa progression dans la chaîne de valeur tout en édifiant de solides relations à long terme. Sur les marchés des marchandises, les clients choisissent souvent un fournisseur en fonction de sa capacité à apporter une réponse pertinente, de son support technique, de sa souplesse, de son expertise logistique et de son engagement à long terme.

Nos clients disent souvent qu'ils se félicitent d'avoir choisi ADM, d'autant plus que la Société gère efficacement son système logistique de distribution, assurant des livraisons dans les délais lorsque le service de transport routier ou ferroviaire n'est pas parfait. D'autres notent le soutien dont ils bénéficient lorsqu'il s'agit de fixer des prix sur le long terme ou d'assurer une couverture efficace des fluctuations du coût des marchandises. ADM associe continuellement son capital intellectuel à une offre de produits variée, des édulcorants à base de maïs au chocolat et à l'éthanol, sans oublier les tourteaux, l'huile végétale et la farine.

En alliant vision et perspicacité en matière de développement de produit avec un solide engagement envers nos clients, nous pouvons accroître les opportunités de grimper dans la chaîne de valeur de ces derniers. Nous pouvons, par exemple, développer en commun de nouveaux ingrédients reformulés destinés aux transformateurs alimentaires et aux entreprises industrielles. L'expérience a montré qu'une collaboration réussie facilite le développement d'une relation client durable.

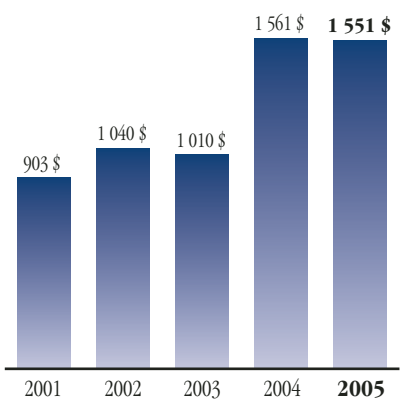
ADM

Pour tout consommateur, il n'y a rien de plus simple qu'un petit biscuit diététique, pourtant le processus de développement d'une nouvelle ligne de biscuits est extrêmement complexe. En 2005, alors que Flowers Foods développait sa nouvelle ligne de biscuits diététiques « Mrs. Freshley's Snack-Away », l'équipe de recherche d'ADM travaillait en étroite collaboration avec les services de R&D et de marketing de Flowers pour parfaire l'équilibre entre l'aspect nutritif du produit, son goût, la sensation qu'il procure dans la bouche et l'efficacité de sa fabrication.

« Nous avons l'esprit tranquille lorsque nous traitons avec ADM car nous savons qu'ils livreront dans les délais promis. Je ne vois pas meilleure expression que « tranquillité » pour illustrer notre relation. »

Jim Thomas
Vice-président, Achats Ingrédients alimentaires
Pilgrim's Pride Corporation

Bénéfice d'exploitation par segment
(en millions)



Sur les dix prochaines années, le capital intellectuel d'ADM a pour mission de se concentrer plus encore sur le développement des lignes de produits existantes et la création de produits nouveaux, et ceci sur les marchés actuels comme sur les moins traditionnels. Sur les marchés actuels, ADM se concentre sur la recherche d'efficacité, la relation avec le client, la rentabilité des activités essentielles et l'étendue de sa gamme de produits, autant d'éléments qu'elle considère tous comme des moteurs de croissance fondamentaux. Cependant, sur ces marchés comme à l'extérieur de ces derniers, les mutations observées à l'échelle mondiale laissent entrevoir la possibilité d'un changement fondamental.

De nos jours, le coût de l'énergie est le facteur de changement le plus important, et notamment le coût des produits à base de pétrole. Tandis que le baril de pétrole franchissait les 60 USD au cours de l'été 2005, les consommateurs d'énergie ont concentré leur attention sur les changements potentiels qui pourraient s'opérer à long terme sur leurs marchés. La fuite des capitaux dans les pays qui contrôlent la quasi-totalité des réserves mondiales de pétrole s'est accélérée, creusant ainsi le déficit de la balance commerciale des principaux pays importateurs. Dans le même temps, le terrorisme et l'instabilité politique dans de nombreuses régions du globe ont laissé planer le doute concernant la sécurité des approvisionnements. Compliquant encore davantage l'équation, les économies à forte croissance en Asie ont affiché des besoins de plus en plus lourds en ressources énergétiques.

Dans leur ensemble, ces tendances ont le potentiel de générer des hausses durables du prix du pétrole, conduisant ainsi à des coûts plus élevés des carburants et des autres produits fabriqués à partir du pétrole. Cette hausse des coûts permet d'obtenir une rentabilité économique relative attractive pour les produits fabriqués avec des ressources renouvelables.

Lorsqu'un conducteur a la possibilité de choisir le combustible pour son véhicule, il sélectionne souvent l'éthanol en raison de son rapport qualité-prix. Au Brésil, la plupart des véhicules acceptent un mélange d'essence et d'éthanol, et les conditions économiques de l'éthanol produit localement dopent ainsi la demande pour ce combustible renouvelable. Les véhicules Flex-fuel s'inscrivent dans la politique énergétique nationale du Brésil qui vise à réduire les importations de pétrole.

« Nous mesurons la qualité de nos partenariats avec nos fournisseurs au moyen d'un processus statistique qui évalue les approvisionnements – Avons-nous reçu la commande demandée, l'avons-nous reçue dans les délais et la qualité était-elle à la hauteur ? La performance d'ADM se situe dans la fourchette des 99,5 %. »

Bob Gansel
Directeur financier
Holsum Bakery, Inc.

En réponse aux coûts élevés du pétrole et à d'autres facteurs, on constate une hausse de la demande en carburant alternatif et une utilisation plus importante des ressources renouvelables comme substitut aux produits à base de pétrole. Aux États-Unis, la demande en éthanol continue de croître tandis que les mélanges à base d'éthanol se multiplient à l'échelle de tout le pays. Les véhicules Flex-fuel qui acceptent tout carburant allant de l'éthanol pur à l'essence pure, représentent une opportunité à long terme d'accroître la demande en carburants renouvelables. Tandis que les véhicules Flex-fuel ne sont pas proposés sur le marché américain, leur développement est assez important dans d'autres régions du monde.

Aujourd'hui, l'éthanol est présent à hauteur de 10 % dans les essences courantes et totalise entre 3 et 4 % de l'approvisionnement en carburant des États-Unis. Même s'il a été démontré depuis de nombreuses années que le potentiel de l'éthanol est limité à moins de 10 % de l'approvisionnement total en carburant, l'arrivée récente du E85, composé de 85 % d'éthanol et de 15 % d'essence, semble indiquer que cette estimation est quelque peu conservatrice. Aujourd'hui, le nombre de véhicules utilisant le E85 est encore assez limité en raison du nombre relativement faible de véhicules E85 fabriqués aux États-Unis. Cependant, l'éthanol a toutes les chances de sortir de son créneau traditionnel et de son rôle de composant mineur dans les mélanges de carburants.

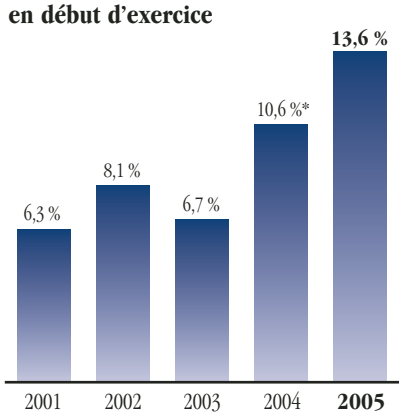
L'emploi du biodiesel fabriqué à partir de graines oléagineuses se multiplie en Europe, où les mélanges de biodiesel et les carburants au biodiesel alimentent voitures et camions. Le biodiesel doit encore se faire une place aux États-Unis, marché où les véhicules à essence sont en nombre largement supérieur à leurs homologues au diesel. Une fois de plus, les potentiels de croissance à long terme sont importants.

Les soucis en matière de protection de l'environnement rejoignent les problèmes de balance commerciale pour motiver les constructeurs automobiles et les conducteurs à utiliser des carburants renouvelables, comme le biodiesel fabriqué à partir de graines oléagineuses. En Allemagne et en France, ou le biodiesel représente environ 3 % de l'approvisionnement en carburant, la politique du gouvernement et les préférences des conducteurs soutiennent la croissance de ce carburant alternatif. ADM livre du biodiesel sur les marchés européens, augmentant ainsi la demande totale en produits agricoles sous-jacents auprès des agriculteurs.

« ADM s'engage à participer, avec les scientifiques, à l'élaboration de nouveaux produits et à leur développement. Il convient d'établir un lien entre les besoins du consommateur et ce qu'il est possible de faire. C'est également notre approche. »

Tom Zimmerman
Vice-président, Nouveaux produits
Pharmavite

Rentabilité des capitaux propres en début d'exercice



**Représente un résultat net 2004 de 495 millions de dollars US plus 252 millions de dollars US nets d'impôts suite au règlement du contentieux avec HFCS en 2004. Il s'agit d'un pourcentage de la rentabilité des capitaux propres en début d'exercice.*

Quels sont les éléments qui pourraient soutenir une croissance soutenue de la demande en carburants alternatifs ? Les prix du pétrole constituent l'un des facteurs les plus importants, en raison à la fois de la demande mais aussi d'autres variables. Le prix de chaque baril de pétrole dépend d'hypothèses géopolitiques et environnementales qui peuvent considérablement varier d'un jour à l'autre. Pour atténuer les risques et maximiser les perspectives de croissance, ADM saisit ces opportunités sur plusieurs fronts. Les investissements directs, les joint-ventures, les contrats de licence et d'autres approches fournissent un moyen de capturer le chiffre d'affaires potentiel et les flux de rentabilité tout en assurant la gestion des ressources nécessaires à toute initiative unique.

ADM a mis l'accent sur les contrats de licence et les joint-venture technologiques qui permettent de diversifier les lignes de produits, d'augmenter la valeur ajoutée des infrastructures déjà établies et d'équilibrer les risques d'investissements multiples.

Fin 2004, ADM et Metabolix, Inc. ont conclu un accord stratégique pour commercialiser une nouvelle génération de plastiques de haute performance fabriqués à partir de maïs ou d'autres ressources renouvelables. La technologie polymère PHA (polyhydroxyalkanoate) développée par Metabolix a des applications aussi diverses que les emballages biodégradables, les revêtements, les ustensiles de cuisine et les produits de grande consommation. Au cours de l'été 2005, ADM a commencé ses essais de fermentation à l'échelle industrielle dans le cadre de cet accord.

En 2005, la technologie PHA de Metabolix a reçu le prix « Presidential Green Chemistry Challenge Award » remis par l'EPA (Agence pour la protection de l'environnement américaine). Cette année, ADM a quant à elle remporté deux des six prix EPA, une première depuis leur création, il y a une dizaine d'années.

La livraison du produit est l'élément le plus visible du service client, mais il ne s'agit que de la toute première étape vers l'établissement de relations à long terme. ADM travaille avec ses clients, quelle que soit la taille de leur exploitation, de manière à les aider à gérer les aspects logistiques du transport, les stocks, le contrôle qualité et la formation du personnel. Chez Hilliard's House of Candy, une confiserie gérée par la quatrième génération de propriétaires, située à Easton, dans le Massachusetts, ADM « en fait tout simplement plus pour ses clients » aux dires du propriétaire, Charlie McCarthy. « Je ne connais aucune entreprise qui en fait autant. »

« L'un des points forts d'ADM est la volonté de la Société à s'adapter pour faire avancer les choses. Parfois, nous sommes obligés de sortir une production une semaine à l'avance et les personnes avec lesquelles nous travaillons font tout pour réaliser cet objectif. Le service client d'ADM et les équipes en charge de la logistique font un travail exceptionnel. »

Steve Woolley
Directeur des Matières premières
et Contrats de sous-traitance
Russell Stover Candie

ADM a été récompensée pour sa technologie (interestérification enzymatique) qui peut fabriquer une gamme de produits d'huile végétale (dont la margarine) sans former d'acides gras trans souvent associés à ces produits finis. Depuis 2002, ADM utilise une technologie qui emploie une enzyme efficace et économique développée par Novozymes et cherche à étendre ce processus dans deux établissements aux États-Unis. En remettant sa récompense, l'EPA a souligné que le processus d'ADM entraînait une diminution importante des déchets et de l'utilisation de produits chimiques corrosifs. En outre, cette approche efficace de réduction des acides gras trans arrive particulièrement à point nommé. La FDA américaine (*Food and Drug Administration*) a ordonné que tous les transformateurs alimentaires incluent le contenu en acides gras trans sur leurs étiquettes produits à compter du 1er janvier 2006, une obligation qui a contraint les clients d'ADM à modifier la composition de nombreux produits.

Le deuxième prix « Presidential Green Chemistry Challenge Award » décerné à ADM, a cité l'agent coalescent Archer RC™ qui remplace les agents coalescents traditionnels, sources significatives de composés organiques volatils dans des produits comme les peintures au latex. Chaque année, aux États-Unis, environ 120 millions de livres de solvants coalescents, pratiquement tous fabriqués à partir de pétrole, sont employés dans les peintures au latex et pratiquement la totalité de ce tonnage s'évapore dans l'air environnant. Étant composés de ressources naturelles renouvelables comme l'huile de maïs ou de tournesol, les agents coalescents Archer RC™ atténuent les risques liés aux vapeurs inhalées de solvants à base de pétrole.

Alors que ces initiatives réduisent clairement les dangers pour l'environnement ainsi que les risques pour les clients d'ADM – et pour le consommateur

Il n'y a rien de plus ennuyeux que de regarder la peinture sécher, sachant que cela n'est pas très bon pour la santé. Les composants organiques volatils provenant du pétrole émettent des vapeurs dangereuses pendant le séchage de pratiquement toutes les peintures au latex. Les agents coalescents Archer RC™ d'ADM représentent une solution de remplacement sans danger qui a été reconnue par le prix « Presidential Green Chemistry Challenge Award » remis par l'EPA (Agence pour la protection de l'environnement américaine). De plus en plus, les cultures offrent des solutions alternatives attrayantes pour des applications aussi variées que les emballages en mousse, les panneaux à grandes particules orientées utilisées dans le bâtiment, la production de cartes de circuit imprimé et d'autres procédés.

« Les problèmes ont beau être rares, quand il y en a un, ADM se démène pour le solutionner. Dans certains cas, ADM a repéré un problème potentiel alors que le produit était encore en route vers notre usine. Cela nous a permis de nous préparer au préalable avant de recevoir le produit. Par ailleurs, il est bon de savoir qu'ADM peut répondre à nos exigences, n'importe où et n'importe quand. Les capacités d'ADM placent la barre très haute en matière de normes de performance. »

Michael D. Perrone
Négociant en éthanol
Marathon Petroleum Company LLC

final – ces technologies s'appuient également sur des bases financières solides. Chaque technologie a le potentiel de développer des produits dotés d'une plus grande valeur ajoutée et pouvant générer des volumes intéressants. Ces produits à plus grande valeur ajoutée et fabriqués en gros volumes peuvent modifier l'équilibre traditionnel entre l'offre et la demande en produits plus traditionnels, en redirigeant un pourcentage de plus en plus important de chaque culture vers un nouveau marché.

C'est ce qui explique en partie le sens de « Riche en ressources, par nature ». Au-delà des initiatives mentionnées ci-dessus, ADM travaille de manière indépendante ou avec des partenaires de recherche dans un grand nombre de domaines passionnants. Le propylène glycol, qui représente un marché de 2,6 milliards de livres, trouve des applications diverses dans les résines, les détergents, les fluides de dégivrage et d'autres débouchés, avec le potentiel de remplacer les produits à base de pétrole par le glycol à base de maïs. ADM s'est associée avec Argonne National Laboratories pour développer un bioréacteur permettant de transformer les sucres de maïs en produits chimiques recherchés. Parallèlement, ADM et Battelle Science and Technology travaillent en étroite collaboration sur des procédés chimiques industriels. Ces technologies peuvent offrir de nouvelles opportunités pour le marché « end-market », donnant ainsi plus de valeur aux établissements de transformation d'ADM et aux flux de produits.

Il est impossible de prévoir à quel rythme et avec quelle continuité va s'opérer ce remplacement des substrats à base de pétrole par des substrats provenant des cultures, mais cette transition est déjà en cours dans un certain nombre de domaines. On estime que la production d'éthanol industriel est répartie de la façon suivante : 80 % en provenance des cultures et 20 % du pétrole, soit des pourcentages inversés par rapport à ceux observés il y a trois ans.

ADM collabore étroitement avec les transformateurs alimentaires pour adapter le contenu nutritif et le goût des produits à l'évolution des demandes des consommateurs. Tandis que les nouvelles réglementations rendent obligatoires l'étiquetage du contenu en acides gras trans, ADM travaille avec des centaines de clients pour adapter ou reformuler leurs produits en fonction du nouvel environnement de marché. Pour les transformateurs alimentaires, le défi consiste à identifier des moyens rentables de modifier la composition des produits sans compliquer la fabrication outre mesure ni modifier la satisfaction éprouvée par le consommateur. Grâce aux efforts de son équipe de recherche et des responsables de la transformation, ADM aide ses clients à faire du consommateur final, « un client heureux ».

« Je sais que mes contacts chez ADM feront tout pour m'aider à mieux servir mes clients. Les membres de mon équipe, chez ADM, comptent au nombre des personnes les plus incroyables avec lesquelles j'ai eu l'occasion de travailler. »

Acheteur de marchandises
Coopérative agricole

Dans le domaine des prix de l'énergie et des récoltes, la volatilité est inévitable. ADM capture les potentiels et gère les risques associés en diversifiant ses investissements et leur structure, des établissements uniques aux joint-ventures complexes, en passant par les prises de participation. Au niveau de l'exploitation, la diversification s'observe également, au quotidien. En offrant un large éventail de produits et de services, ADM tire parti des potentiels issus des changements à court terme s'opérant sur ses marchés tout en développant des relations client à long terme.

La croissance sur les marchés complexes qu'ADM dessert, dépend au bout du compte du capital intellectuel imputé à chaque opportunité. Comme Louis Pasteur le soulignait en 1854, *le hasard ne favorise que les esprits préparés*. Chaque jour, l'évolution des besoins, de nouvelles technologies ou les conditions économiques globales dessinent de nouvelles opportunités. Pour réussir, il faut savoir anticiper ces opportunités et y répondre efficacement et au bon moment.

Les résultats financiers records et la croissance méthodique d'ADM démontrent que des esprits bien préparés ont su saisir chacune des opportunités et étudier chacun des risques qui s'offraient à la Société. Tandis que nous partons à la conquête de nouveaux marchés et de nouvelles technologies, le capital intellectuel d'ADM continuera à déceler de nouveaux investissements dans les actifs de la Société tout en dopant les rendements pour ses actionnaires.

La science de l'amidon progresse rapidement tandis que les nouvelles technologies multiplient les opportunités commerciales pour cette ressource renouvelable. ADM et Metabolix travaillent ensemble pour développer des produits à base d'amidon qui peuvent remplacer les plastiques à base de pétrole, créant ainsi de nouveaux débouchés pour les cultures et réduisant la dépendance vis-à-vis du pétrole étranger. Pour réussir, que faut-il ? Le capital intellectuel pour développer et fabriquer des produits rentables répondant à des besoins précis dictés par le marché est essentiel. La capacité physique de produire des quantités commercialisables de produits est une deuxième clé. Dans le développement des plastiques biodégradables, ADM et Metabolix allient ces deux types de capital.

TABLE DES MATIÈRES DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

RAPPORT DE GESTION – 30 juin 2005

PANORAMA DE LA SOCIÉTÉ

La Société se consacre principalement à la fourniture, au transport, à l'entreposage, à la transformation et à la commercialisation de denrées et produits agricoles. Les activités de la Société se répartissent entre trois secteurs d'activité distincts : Transformation des graines oléagineuses, Transformation du maïs et Services agricoles. Chacun de ces secteurs est organisé en fonction de la nature des produits et des services fournis. Les activités restantes de la Société sont regroupées dans le secteur Divers.

Le secteur Transformation des graines oléagineuses comprend les activités liées à la transformation des graines oléagineuses (telles que les fèves de soja, les graines de coton et de tournesol, le canola, les cacahuètes et les graines de lin) en huiles et tourteaux végétaux essentiellement destinés à l'alimentation humaine et animale. Les graines oléagineuses peuvent par ailleurs être revendues sur le marché comme matière première pour d'autres transformateurs. L'huile végétale brute peut être vendue telle quelle, ou faire l'objet d'une transformation supplémentaire par raffinage, décoloration et désodorisation pour en faire de l'huile de table. Les huiles de table peuvent ensuite être encore transformées par hydrogénation et/ou interestérification en margarine, graisse végétale et autres produits alimentaires. L'huile partiellement raffinée est vendue pour entrer dans la composition de produits chimiques, peintures et autres produits industriels. L'huile raffinée peut faire l'objet de transformations supplémentaires qui la destinent à entrer dans le processus de production du biodiesel. Les tourteaux de graines oléagineuses sont des ingrédients de base employés dans la fabrication de nourriture pour le bétail et la volaille.

Le secteur Transformation du maïs comprend les activités liées à la production de sirops, d'amidons, de dextrose et d'édulcorants destinés au secteur de l'alimentation et des boissons, ainsi que les activités liées à la production par fermentation des bioproduits tels que l'alcool, les acides aminés et autres aliments de spécialité et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale.

Le secteur Services agricoles utilise l'important réseau de silos-élévateurs et de transport de la Société pour acheter, entreposer, nettoyer et transporter des marchandises agricoles telles que les graines oléagineuses, le maïs, le blé, le sorgho, l'avoine et l'orge, et il revend ces marchandises principalement sous forme d'ingrédients alimentaires pour animaux mais aussi en tant que matières premières pour l'industrie de transformation alimentaire. Le réseau de sourçage et de transport des céréales des Services agricoles assure des services fiables et efficaces aux activités de transformation agricole de la Société. Les activités d'A.C. Toepfer International, entreprise internationale spécialisée dans la commercialisation de denrées et produits transformés agricoles, sont également comprises dans les Services agricoles.

Le secteur Divers comprend le reste des activités de la Société, à savoir essentiellement les activités liées aux ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale et les activités financières. Les premières comprennent la Transformation du blé, avec des activités liées à la production de farine de blé ; la Transformation du cacao, avec des activités liées à la production de produits chocolatés et à base de cacao ; la production de produits de santé et d'alimentation naturels et la production d'autres aliments de spécialité et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale. Les activités financières regroupent les activités de banque, d'assurance captive, de placements en fonds d'actions privés et de négociateur de contrats à terme.

Indicateurs de la performance d'exploitation et facteurs de risque

La Société est exposée à certains risques inhérents à son domaine d'activité : les marchandises agricoles. Ces risques sont décrits plus en détail aux sections « Conventions comptables critiques » et « Instruments et positions sensibles aux risques de marché » du « Rapport de gestion ».

Les activités de Transformation des graines oléagineuses, de Services agricoles et de Transformation du blé s'appuient principalement sur des marchandises de l'agro-filière et les prix de vente du secteur enregistrent des fluctuations parallèles à celles des prix des matières premières de cette filière. Les variations de prix des marchandises agricoles ont une incidence quasi-identique sur le chiffre d'affaires net et le coût des produits vendus, tout en ne touchant que très modestement la marge bénéficiaire brute des transactions sous-jacentes. Par conséquent, les variations du chiffre d'affaires net de ces secteurs d'activité ne traduisent pas nécessairement une variation de la marge bénéficiaire brute enregistrée par les activités concernées.

L'activité de Transformation du maïs et certaines autres activités de transformation des ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale emploient elles aussi comme matières premières des marchandises agricoles (ou produits dérivés de ces dernières). Dans ces secteurs, les variations de prix des marchandises agricoles peuvent considérablement modifier le coût des produits vendus et ces fluctuations ne peuvent pas toujours être répercutées directement sur le prix de vente des produits finis. Pour des produits comme l'éthanol, les prix de vente ne présentent aucune corrélation directe avec le coût des matières premières agricoles qui servent à sa production.

La Société est présente dans de nombreux pays étrangers. Pour nombre de ses filiales établies hors des États-Unis, la devise fonctionnelle est la devise locale du pays d'implantation. Les produits et charges libellés en devises étrangères sont convertis en dollars US aux taux de change moyens pondérés pour les diverses périodes concernées. Les fluctuations des taux de change du dollar US avec les devises étrangères, et notamment l'euro et la livre sterling, entraîneront une variation parallèle de la valeur relative exprimée en dollars US des produits et charges de la Société. L'incidence des variations des taux de change est précisée ci-après lorsqu'elle est substantielle.

Afin de mesurer la performance de ses secteurs d'activité, la Société a recours à des statistiques d'exploitation clés telles que le bénéfice d'exploitation du secteur ainsi que le retour sur investissement. Le résultat d'exploitation de la Société est soumis à de grandes fluctuations en raison de l'évolution de facteurs imprévisibles, comme les conditions météorologiques, les plantations, les politiques et programmes gouvernementaux (à l'échelle nationale et internationale) en matière d'agriculture, les changements de la demande mondiale résultant de la croissance démographique et de l'évolution des niveaux de vie, et la production mondiale de cultures similaires et concurrentielles. Au regard de ces facteurs, la Société n'émet aucune prévision dans le « Rapport de gestion ».

2005 EN COMPARAISON DE 2004

En qualité de producteur de marchandises de l'agro-filière, la Société est exposée à divers facteurs de marché qui affectent son résultat d'exploitation. Au cours de l'exercice 2005, les marges de trituration des graines oléagineuses ont augmenté en Europe, à la faveur de l'accélération de la demande de biodiesel et d'huile végétale d'une part, et d'une baisse des coûts du colza induite par les forts volumes de la production européenne d'autre part. En Amérique du Nord, ces mêmes marges ont pâti de la faiblesse de l'offre de fèves de soja à court terme, au regard de la fermeté de la demande chinoise. Les marges de trituration des graines oléagineuses restent par ailleurs modestes en Amérique du Sud, en raison de la surcapacité du secteur.

La demande d'éthanol a été ferme et les prix de vente du produit ont progressé sous l'effet de la hausse des prix de l'essence. En Chine, les capacités de production de lysine ont augmenté, entraînant une surproduction qui a porté atteinte aux prix de vente ainsi qu'aux marges du secteur. Les récoltes record de maïs et de fèves de soja aux États-Unis ont dopé la demande de transport ferroviaire et par barges et créé un environnement d'exploitation favorable aux activités de collecte et de négociation de céréales du pays. L'amélioration des conditions de culture, tant en Amérique du Nord qu'en Europe, a équilibré les niveaux d'offre et de demande de marchandises agricoles, réduisant les occasions de commercialisation des céréales à travers le monde.

Le résultat net de l'exercice 2005 a marqué une avancée. Cette progression est essentiellement due à l'absence de la charge de 400 millions de dollars US relative au règlement du contentieux sur le fructose, aux 114 millions de dollars US de revenus dégagés au cours de l'exercice sous l'effet des variations de cours des matières premières sur les évaluations de stocks selon la méthode LIFO (dernier entré, premier sorti) (contre une charge de 119 millions de dollars US lors de l'exercice précédent), à la plus-value de 45 millions de dollars US correspondant à la quote-part du bénéfice de la Société dans sa société affiliée non consolidée, Compagnie Industrielle et Financière des Produits Amylaces SA (« CIP »), lors de la vente de sa participation dans Tate & Lyle PLC (la « Plus-value CIP »), ainsi qu'aux 114 millions de dollars US de plus-values réalisées sur les opérations sur titres liées à la vente de la participation de la Société au capital de Tate & Lyle PLC. L'amélioration du résultat net est également imputable à l'embellie du résultat d'exploitation des secteurs de Transformation des graines oléagineuses et des Services agricoles ainsi que des activités financières du secteur Divers. Ces avancées ont été partiellement neutralisées par le fléchissement du résultat d'exploitation de la Transformation du maïs. Le résultat d'exploitation du secteur Transformation du maïs s'est replié devant la hausse des coûts nets du maïs et de l'énergie ainsi que devant la diminution du prix de vente moyen de la lysine. Le résultat net renferme des charges de 42 millions de dollars US et 51 millions de dollars US pour abandon et réduction de valeur d'actifs à long terme enregistrés respectivement en 2005 et 2004 et qui reflètent principalement la réduction de valeur de biens inemployés abandonnés à leur valeur de liquidation estimée. Le résultat de l'exercice passé comprend un gain de 21 millions de dollars US issu d'un procès lié à l'assurance portant sur les inondations de 1993.

Analyse des états des résultats

Le chiffre d'affaires net et les autres produits d'exploitation se sont légèrement repliés pour atteindre 35,9 milliards de dollars US, essentiellement du fait de la baisse du prix de vente moyen des marchandises agricoles. Ce recul a été partiellement compensé par un gain de change de 962 millions de dollars US, l'augmentation du volume des ventes de marchandises agricoles ainsi que la hausse des prix de vente moyens de l'éthanol et des édulcorants à base de maïs.

Le chiffre d'affaires net et les autres produits d'exploitation par segment sont les suivants :

	2005	2004	Change
	(en milliers de dollars US)		
Transformation des graines oléagineuses	**11 803 309 $**	12 049 250 $	(245 941) $
Transformation du maïs			
Édulcorants et amidons	**1 905 218**	1 736 526	168 692
Bioproduits	**2 458 706**	2 268 655	190 051
Total Transformation du maïs	**4 363 924**	4 005 181	358 743
Services agricoles	**15 198 831**	15 638 341	(439 510)
Divers			
Ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale	**4 505 788**	4 386 246	119 542
Activités financières	**71 958**	72 376	(418)
Total Divers	**4 577 746**	4 458 622	119 124
Total	**35 943 810 $**	36 151 394 $	(207 584) $

Le chiffre d'affaires du secteur Transformation des graines oléagineuses a perdu 2 % pour s'établir à 11,8 milliards de dollars US, affecté par le recul des volumes de vente et des prix de vente moyens dans l'exportation de graines oléagineuses et par le fléchissement du prix de vente moyen des tourteaux. Ces baisses ont été partiellement neutralisées par l'augmentation du volume des ventes et du prix de vente moyen de l'huile végétale. Le chiffre d'affaires du secteur Transformation du maïs a progressé de 9 % pour atteindre 4,4 milliards de dollars US, principalement grâce à la hausse des ventes de bioproduits, mais aussi d'édulcorants et d'amidons, dans une moindre mesure. Les ventes de bioproduits ont été soutenues par la hausse du prix de vente moyen de l'éthanol, une avancée qui a été partiellement contrebalancée par le repli des ventes de ce produit en volume et par la chute du prix de vente moyen de la lysine. Les prix de vente de l'éthanol se sont accrus sous la pression, principalement, de la hausse des prix de l'essence. Les volumes de vente d'éthanol ont décliné en 2005. Les volumes en hausse de l'exercice précédent répondaient à de nouvelles pénétrations de marché dans le nord-est des États-Unis qui n'ont pas été réitérées durant l'exercice à l'étude. Les ventes d'édulcorants et d'amidons ont été soutenues principalement par l'augmentation des prix de vente moyens ainsi que, dans une moindre mesure, des volumes de vente. Les ventes de Services agricoles ont fléchi de 3 % pour atteindre 15,2 milliards de dollars US sous l'effet combiné de la baisse du prix moyen des matières premières en Amérique du Nord, du recul des volumes de vente des activités de commercialisation des céréales à travers le monde et du repli des volumes de vente de blé et de maïs en Amérique du Nord. Ces baisses ont été partiellement compensées par l'augmentation du volume des ventes de fèves de soja en Amérique du Nord. Le chiffre d'affaires du secteur Divers a progressé de 3 % pour s'élever à 4,6 milliards de dollars US, surtout en raison de l'amélioration des prix de vente moyens des produits à base de farine de blé.

Le coût des produits vendus a diminué de 1 % pour atteindre 33,5 milliards de dollars US, essentiellement du fait d'un repli des prix

de vente moyens des marchandises agricoles, un facteur partiellement neutralisé par des augmentations liées aux changes de 916 millions de dollars US et par la hausse du volume des ventes de marchandises agricoles. Les coûts de fabrication ont marqué une hausse de 383 millions de dollars US par rapport à l'exercice précédent, induite principalement par l'augmentation des coûts de l'énergie et des frais liés au personnel. Les coûts de fabrication pour 2005 et 2004 renferment une charge respective de 42 millions de dollars US et 51 millions de dollars US, pour abandon et réduction de valeur d'actifs à long terme.

Les charges de vente et charges générales et administratives ont baissé de 321 millions de dollars US à 1,1 milliard, principalement du fait de l'absence de la charge de 400 millions de dollars US imputable au règlement du contentieux sur le fructose de l'exercice précédent. Hors incidence de cette charge, les charges de vente et charges générales et administratives se sont accrues de 79 millions de dollars US, principalement sous l'effet de la hausse des frais liés au personnel (charges de retraite comprises) et d'audit. Ces augmentations ont été compensées en partie par le recul des frais juridiques et des provisions pour créances douteuses.

Les autres charges (produits) ont affiché un mieux de 194 millions de dollars US pour atteindre un produit de 166 millions de dollars US. Cette embellie est due en premier lieu aux 114 millions de dollars US de plus-values réalisées sur la cession de la participation de la Société au capital de Tate & Lyle PLC ainsi qu'à l'augmentation de 48 millions de dollars US de la quote-part des bénéfices des sociétés affiliées non consolidées. Cette dernière est principalement imputable à la Plus-value CIP. Les intérêts débiteurs se sont repliés de 15 millions de dollars US en raison surtout de la baisse du niveau moyen d'emprunt. Les revenus de placements ont gagné 19 millions de dollars US grâce notamment à la hausse du niveau moyen d'investissement.

Le bénéfice d'exploitation par segment s'établit comme suit :

	2005	2004	Change
	(en milliers de dollars US)		
Transformation des graines oléagineuses	**344 654 $**	290 732 $	53 922 $
Transformation du maïs			
Édulcorants et amidons	**271 487**	318 369	(46 882)
Bioproduits	**258 746**	342 578	(83 832)
Total Transformation du maïs	**530 233**	660 947	(130 714)
Services agricoles	**261 659**	249 863	11 796
Divers			
Ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale	**263 617**	260 858	2 759
Activités financières	**150 777**	98 611	52 166
Total Divers	**414 394**	359 469	54 925
Total du bénéfice d'exploitation par segment	**1 550 940**	1 561 011	(10 071)
Siège social	**(34 565)**	(843 000)	808 435
Résultat avant impôts sur les bénéfices	**1 516 375 $**	718 011 $	798 364 $

Le bénéfice d'exploitation du secteur Transformation des graines oléagineuses s'est hissé de 19 % pour atteindre 345 millions de dollars US. Cette progression provient essentiellement du meilleur résultat d'exploitation dégagé en Europe grâce à l'amélioration des conditions de culture, à la fermeté de la demande de biodiesel et à la hausse du résultat des activités de collecte des graines oléagineuses en Amérique du Sud. Ces progressions ont toutefois été partiellement gommées par le repli du résultat d'exploitation des activités de trituration des graines oléagineuses de la Société en Amérique du Nord. Les marges de ces activités se sont contractées, pâtissant d'une offre provisoirement limitée aux États-Unis qui a entraîné un renchérissement des fèves de soja. La surcapacité du secteur en Amérique du Sud continue en outre de pénaliser les marges de trituration des graines oléagineuses. Le bénéfice d'exploitation renferme une charge pour abandon et réduction de valeur d'actifs à long terme à hauteur de 13 millions et 4 millions de dollars US, pour 2005 et 2004 respectivement.

Le bénéfice d'exploitation du secteur Transformation du maïs s'est replié de 20 % à 530 millions de dollars US devant l'incidence néfaste sur le résultat d'exploitation de la hausse des coûts nets du maïs et des coûts de l'énergie ainsi que devant l'effet de la diminution du prix de vente moyen de la lysine. Le bénéfice d'exploitation des édulcorants et amidons a cédé 47 millions de dollars US, notamment du fait d'une hausse des coûts nets du maïs et de l'énergie. Le bénéfice d'exploitation des édulcorants et amidons lors de l'exercice passé comprenait un gain de 15 millions de dollars US, issu d'un procès lié à l'assurance portant sur les inondations de 1993. Le bénéfice d'exploitation des bioproduits s'est retranché de 84 millions de dollars US, principalement sous l'effet du repli des prix de vente moyens de lysine provoqué par l'augmentation de l'offre émanant de Chine. Ce repli a été quelque peu compensé par l'amélioration du résultat d'exploitation de l'éthanol, engendrée par la hausse des prix de vente de ce produit. Les prix de vente de l'éthanol sont restés fermes et ont plus que compensé l'effet de la baisse des volumes de vente du produit et de la hausse des coûts nets du maïs et de l'énergie. Le bénéfice d'exploitation des bioproduits renferme une charge pour abandon et réduction de valeur d'actifs à long terme à hauteur de 16 millions et 14 millions de dollars US, pour 2005 et 2004 respectivement.

Le bénéfice d'exploitation des Services agricoles s'est accru de 5 % pour s'élever à 262 millions de dollars US, grâce notamment à l'amélioration du résultat d'exploitation des activités de collecte et de transport en Amérique du Nord. Le volume record des cultures de maïs et de fèves de soja aux États-Unis a permis à la Société de dégager de solides bénéfices au sein de ses activités d'entreposage, de transport, de collecte et de commercialisation. Ces progressions ont été en partie estompées par le tassement des résultats de la commercialisation des céréales à travers le monde. Si ces résultats ont perdu du terrain, c'est principalement en raison de l'amélioration des conditions de culture, tant en Europe qu'en Amérique du Nord, qui a induit une baisse de la demande européenne d'importations de marchandises agricoles et produits connexes. Le bénéfice d'exploitation de l'exercice précédent comprenait une charge de 5 millions de dollars US pour abandon et réduction de valeur d'actifs à long terme.

Le bénéfice d'exploitation du secteur Divers a augmenté de 15 % à 414 millions de dollars US. Le segment Divers – Ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale a affiché un bénéfice d'exploitation comparable avec celui de l'exercice précédent, tandis que le segment Divers – Activités financières présente une hausse de 52 millions de dollars US de son bénéfice d'exploitation, principalement alimentée par l'amélioration du résultat des activités d'assurance captive de la Société et par l'appréciation des placements de la Société en fonds d'actions privés. Les résultats de l'activité d'assurance captive de l'exercice précédent renfermaient une perte due à l'incendie qui avait touché un entrepôt de produits finis à base de cacao appartenant à la Société. Le bénéfice d'exploitation du segment Divers – Ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale renferme une charge pour abandon et réduction de valeur d'actifs à long terme à hauteur de 13 millions de dollars US, à la fois en 2005 et en 2004.

Le résultat du Siège social s'est amélioré de 808 millions de dollars US pour atteindre 35 millions de dollars US. Cette progression est essentiellement due à l'absence de la charge de 400 millions de dollars US relative au règlement du contentieux sur le fructose le l'exercice précédent, à la Plus-value CIP, aux 114 millions de dollars US de revenus dégagés au cours de l'exercice sous l'effet des variations de cours des matières premières sur les évaluations de stocks selon la méthode LIFO (dernier entré, premier sorti) (contre une charge de 119 millions de dollars US lors de l'exercice précédent), aux 114 millions de dollars US de plus-values réalisées sur la cession de la participation de la Société au capital de Tate & Lyle PLC et à la charge de 14 millions de dollars US enregistrée l'exercice précédent pour abandon et réduction de valeur d'actifs à long terme.

Les impôts sur les bénéfices ont enregistré une hausse due principalement à l'augmentation des bénéfices avant impôts. Cette hausse a été partiellement compensée par l'incidence de la Plus-value CIP. Aucune provision pour impôt n'a été constituée au titre de la Plus-value CIP, dans la mesure où CIP, société en participation de la Société, compte réinvestir définitivement le produit de la cession. Le taux d'imposition effectif de la Société, hors incidence de la Plus-value CIP, s'est élevé à 32,1 %, contre 31,1 % pour l'exercice précédent. L'augmentation du taux d'imposition effectif de la Société résulte essentiellement de la variation de la répartition juridictionnelle des bénéfices avant impôts, et du fait que les soldes des gains fiscaux entraînés par la majeure partie des mesures de planification fiscale mises en œuvre par la Société sont fixes par nature.

2004 EN COMPARAISON DE 2003

Au cours de l'exercice 2004, les marchés mondiaux de graines oléagineuses ont essuyé une volatilité marquée qui s'explique essentiellement par la faiblesse du volume des cultures du secteur, entraînée dans la plupart des régions agricoles du monde par des conditions météorologiques défavorables. Cette faiblesse, conjuguée au raffermissement constant de la demande d'huiles végétales et protéinées en Asie, a entraîné une hausse du prix des fèves de soja et une saturation des capacités d'expédition. Malgré le niveau record des prix des graines oléagineuses, la demande de tourteaux et d'huile végétale est restée ferme en Amérique du Nord. Le volume réduit des cultures de graines oléagineuses et les importations de tourteaux d'Amérique du Sud ont porté préjudice au taux d'utilisation des capacités de trituration et aux marges en Europe. Par ailleurs, la surcapacité du secteur de la trituration en Amérique du Sud a quant à elle grevé les marges de trituration des graines oléagineuses sud-américaines.

L'éthanol a continué à faire l'objet d'une ferme demande, un plus grand nombre d'États l'employant comme additif dans les essences après l'interdiction récente de l'éther méthylique du tert-butanol (MTBE). L'envolée record des prix du pétrole brut a également contribué à la bonne tenue de la demande d'éthanol et soutenu les prix de ce produit. Le niveau élevé des prix des graines oléagineuses a incité les éleveurs à nourrir le bétail avec davantage de tourteaux de maïs et de drêche de distillerie, au lieu de tourteaux plus onéreux. L'utilisation d'aliments pour animaux à base de maïs, enrichi de lysine afin d'équilibrer la teneur en acides aminés, s'est traduite par un renforcement de la demande et une hausse des prix de vente moyens de la lysine. Par ailleurs, l'embellie observée sur les marchés d'actions mondiaux au cours de 2004 s'est révélée bénéfique pour les détenteurs de titres de participation négociables et les fonds d'actions privés.

En juin 2004, la Société a conclu un accord de règlement dans le cadre d'une action en recours collectif portant sur la vente de sirop de maïs riche en fructose, au titre duquel la Société a versé 400 millions de dollars US.

Le résultat net pour l'exercice 2004 s'est inscrit en hausse, en raison essentiellement de l'amélioration du résultat d'exploitation des secteurs de Transformation du maïs et de Services agricoles, ainsi que de l'activité de la Société relative aux ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale. La hausse du résultat net est également imputable à l'augmentation de 115 millions de dollars US de la quote-part des bénéfices des sociétés affiliées non consolidées, due notamment à la hausse de la valorisation des placements de la Société en fonds d'actions privés. Le résultat net comprenait par ailleurs un gain de 21 millions de dollars US sur une action en justice liée à des questions d'assurance concernant les inondations de 1993. Ces améliorations ont été partiellement compensées par la charge de 400 millions de dollars US liée au règlement du contentieux sur le fructose et par l'imputation d'une charge de 51 millions de dollars US pour abandon et réduction de valeur d'actifs à long terme. Les résultats de l'exercice 2003 tenaient compte d'un gain de 28 millions de dollars US sur le règlement partiel des réclamations de la Société dans le cadre du procès antitrust relatif aux vitamines et d'une charge de 13 millions de dollars US pour abandon et réduction de valeur d'actifs à long terme.

Les charges de 51 millions et 13 millions de dollars US, enregistrées respectivement en 2004 et 2003, désignaient principalement la réduction de valeur de biens inemployés abandonnés à leur valeur de liquidation estimée.

La comparaison des résultats d'exploitation de la Société est affectée par les acquisitions suivantes opérées au cours de l'exercice 2003 :

Le 6 septembre 2002, la Société a acquis l'ensemble des actions de catégorie A en circulation de Minnesota Corn Processors, LLC (MCP) (entreprise d'extraction d'amidon de maïs par voie humide détenant des usines dans le Minnesota et le Nebraska), pour un montant en numéraire de 382 millions de dollars US, et a pris en charge 233 millions de dollars US de la dette à long terme de MCP. Avant le 6 septembre 2002, la Société détenait des actions de catégorie B non assorties de droits de vote qui formaient les 30 % restants du capital en circulation de MCP. Le résultat d'exploitation de MCP a été pris en compte dans le secteur Transformation du maïs de la Société, selon la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation jusqu'à la date d'acquisition, et selon le principe de consolidation ultérieurement.

La Société a racheté six meuneries situées au Royaume-Uni à Associated British Foods plc (ABF) le 24 février 2003. La Société s'est acquittée d'une somme en numéraire avoisinant 96 millions de dollars US pour acquérir les actifs et les stocks des meuneries ABF. Le résultat d'exploitation des meuneries ABF est consolidé dans le secteur Divers de la Société depuis la date d'achat.

Avant le 7 avril 2003, la Société détenait 28 % des actions en circulation de Pura plc (Pura), une société basée au Royaume-Uni, produisant et commercialisant de l'huile alimentaire. Le 7 avril 2003, la Société a acquis la totalité des actions en circulation restantes de Pura pour une somme en numéraire de quelque 58 millions de dollars US. Le résultat d'exploitation de Pura a été pris en compte dans le secteur Transformation des graines oléagineuses de la Société, selon la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation jusqu'à la date d'acquisition, et selon le principe de consolidation ultérieurement.

Analyse des états des résultats

Le chiffre d'affaires net et les autres produits d'exploitation ont progressé de 18 % au cours de l'exercice 2004 pour atteindre 36,2 milliards de dollars US, essentiellement grâce à la hausse du prix de vente moyen des marchandises agricoles commercialisées et des produits finis à base de graines oléagineuses, ainsi que, dans une moindre mesure, grâce à l'augmentation des volumes de vente d'éthanol et à un chiffre d'affaires net de 761 millions de dollars US lié à des acquisitions récentes. Par ailleurs, le chiffre d'affaires net et les autres produits d'exploitation ont progressé de 1,5 milliard de dollars US, soit 5 %, en raison des variations des taux de change. Ces hausses ont été partiellement neutralisées par le repli du volume des ventes de fèves de soja et de produits finis à base de graines oléagineuses, un recul qui s'explique avant tout par la faiblesse de l'offre de fèves de soja en Amérique du Nord.

Le chiffre d'affaires net et les autres produits d'exploitation sont les suivants :

	2004	2003	Variation
	(en milliers de dollars US)		
Transformation des graines oléagineuses	12 049 250 $	9 773 379 $	2 275 871 $
Transformation du maïs			
Édulcorants et amidons	1 736 526	1 395 087	341 439
Bioproduits	2 268 655	1 663 599	605 056
Total Transformation du maïs	4 005 181	3 058 686	946 495
Services agricoles	15 638 341	13 557 946	2 080 395
Divers			
Ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale	4 386 246	4 223 664	162 582
Activités financières	72 376	94 358	(21 982)
Total Divers	4 458 622	4 318 022	140 600
Total	36 151 394 $	30 708 033 $	5 443 361 $

Le chiffre d'affaires du secteur Transformation des graines oléagineuses a progressé de 23 % pour atteindre 12 milliards de dollars US, essentiellement grâce à la hausse des prix de vente moyens des fèves de soja, de l'huile végétale, des tourteaux, et, dans une moindre mesure, grâce à l'acquisition des activités de Pura. Ces hausses ont été partiellement contrebalancées par l'affaiblissement du volume des ventes de tourteaux. Les variations des prix de vente moyens et des volumes de vente sont principalement imputables au renchérissement des graines oléagineuses provoqué par le faible niveau de l'offre aux États-Unis, par les conséquences de la sécheresse qui a frappé l'Europe lors de l'été 2003 et par l'accroissement de la demande de graines oléagineuses en Chine. Le chiffre d'affaires du secteur Transformation du maïs a fait un bond de 31 % à 4,0 milliards de dollars US, une performance qui s'explique par la hausse des ventes de bioproduits et, dans une moindre mesure, des édulcorants et amidons, ainsi que par l'acquisition des activités de MCP. Au sein des bioproduits, l'amélioration des ventes résultait essentiellement de l'essor des volumes de vente d'éthanol et, dans une moindre mesure, de la hausse des prix de vente de la lysine. Les volumes de vente d'éthanol ont augmenté sous l'effet notamment d'un raffermissement de la demande émanant des raffineries d'essence dans le nord-est des États-Unis. En effet, plusieurs États ont révisé la formule des mélanges d'essence en intégrant l'éthanol en remplacement du MTBE, récemment interdit. Le chiffre d'affaires du secteur Services agricoles s'est inscrit en hausse de 15 % à 15,6 milliards de dollars US, en raison notamment de la hausse du prix moyen des matières premières, un avantage qu'est venu partiellement gommer le repli des volumes de vente de graines oléagineuses provoqué par la pénurie d'offre. Le chiffre d'affaires du secteur Divers a marqué une hausse de 3 % à 4,5 milliards de dollars US, grâce en premier lieu aux ventes attribuables aux meuneries ABF acquises par la Société.

Le coût des produits vendus a grimpé de 5,0 milliards de dollars US à 34 milliards de dollars US, principalement du fait de la hausse des prix moyens des marchandises agricoles. Ces augmentations ont été partiellement compensées par le repli des volumes de vente de fèves de soja, un recul qui s'explique avant tout par la faiblesse de l'offre de fèves de soja en Amérique du Nord. Les coûts de fabrication ont augmenté de 424 millions de dollars US par rapport à 2003, principalement en raison des 50 millions de dollars US imputables aux récentes acquisitions, des 165 millions de dollars US de hausse des coûts de l'énergie, des 44 millions de dollars US de hausse des coûts liés au personnel et de la charge de 51 millions de dollars US pour abandon et réduction de valeur d'actifs à long terme. En outre, les fluctuations des taux de change sont venues accroître le coût des produits vendus de 1,4 milliard de dollars US. Le coût des produits vendus en 2003 comportait une charge de 13 millions de dollars US pour abandon et réduction de valeur d'actifs à long terme et un gain de 28 millions de dollars US sur le règlement partiel des réclamations de la Société dans le cadre du procès antitrust relatif aux vitamines.

Les charges de vente et charges générales et administratives se sont accrues de 454 millions de dollars US à 1,4 milliard de dollars US, nourries principalement par la charge de 400 millions de dollars US imputable au règlement du contentieux sur le fructose. On a pu par ailleurs noter une hausse des coûts de 22 millions de dollars US liée aux acquisitions et une charge de 26 millions de dollars US imputable aux fluctuations des taux de change. L'exercice 2003 renfermait en outre une charge de 11 millions de dollars US relative au règlement d'un litige avec l'Agence pour la protection de l'environnement américaine (EPA). À l'exclusion des effets de ces événements, la hausse restante est essentiellement due à l'augmentation des coûts liés au personnel, y compris les charges de retraite.

Les charges du secteur Divers se sont repliées de 120 millions de dollars US à 28 millions de dollars US en raison notamment de la plus-value de 24 millions de dollars US réalisée sur les opérations sur titres et d'une hausse de 115 millions de dollars US de la quote-part des bénéfices des sociétés affiliées non consolidées, une progression partiellement compensée par la plus-value dégagée en 2003 sur la cession d'éléments d'actif hors exploitation. L'augmentation de la quote-part des bénéfices des sociétés affiliées non consolidées était imputable avant tout à l'appréciation des placements en fonds d'actions privés de la Société. Les intérêts débiteurs se sont repliés principalement en raison de la baisse des taux d'intérêt moyens. Les revenus de placements ont accusé un recul dû en premier lieu à la baisse du niveau d'investissement.

Le bénéfice d'exploitation s'établit comme suit :

	2004	2003	Variation
	(en milliers de dollars US)		
Transformation des graines oléagineuses	290 732 $	337 089 $	(46 357) $
Transformation du maïs			
Édulcorants et amidons	318 369	228 227	90 142
Bioproduits	342 578	130 473	212 105
Total Transformation du maïs	660 947	358 700	302 247
Services agricoles	249 863	92 124	157 739
Divers			
Ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale	260 858	212 507	48 351
Activités financières	98 611	9 492	89 119
Total Divers	359 469	221 999	137 470
Total du bénéfice d'exploitation par segment	1 561 011	1 009 912	551 099
Siège social	(843 000)	(378 939)	(464 061)
Résultat avant impôts sur les bénéfices	718 011 $	630 973 $	87 038 $

Le bénéfice d'exploitation du secteur Transformation des graines oléagineuses a accusé un recul de 14 % à 291 millions de dollars US notamment du fait du tassement des marges de trituration des graines oléagineuses en Europe et en Amérique du Sud, un contrecoup partiellement compensé par l'augmentation de ces marges en Amérique du Nord. Par ailleurs, les défaillances survenues au quatrième trimestre de 2004 sur des contrats passés en Chine ont eu une incidence considérable sur les marchés internationaux des graines oléagineuses et ont ainsi porté un coup aux bénéfices de Transformation des graines oléagineuses. Les marges de trituration européennes ont reculé, l'importation de produits à base de graines oléagineuses depuis l'Amérique du Sud entraînant une baisse du taux d'utilisation des capacités en Europe. En Amérique du Sud, ce taux a été réduit pour un meilleur équilibre entre l'offre et la demande. L'amélioration des marges de trituration en Amérique du Nord s'explique essentiellement par la vigueur de la demande d'huiles végétales et de tourteaux. Le bénéfice d'exploitation renferme une charge pour abandon et réduction de valeur d'actifs à long terme à hauteur de 4 et 7 millions de dollars US, pour 2004 et 2003 respectivement.

Le bénéfice d'exploitation du secteur Transformation du maïs a augmenté de 302 millions passant à 661 millions de dollars US, grâce notamment à l'augmentation des volumes de vente et des prix de vente moyens de bioproduits ainsi que, dans une moindre mesure, à la hausse des prix de vente moyens des édulcorants et des amidons. Le raffermissement des volumes de vente de bioproduits était principalement imputable à la hausse précitée de la demande d'éthanol par les raffineries d'essence du nord-est des États-Unis. L'appréciation des prix de vente moyens des bioproduits était quant à elle essentiellement le résultat d'une hausse de la demande de lysine de la part des producteurs de volaille et de porc. La lysine est utilisée dans les aliments pour la volaille et le porc en remplacement des tourteaux et pour équilibrer la teneur en acides aminés. La demande de lysine a également été alimentée par le rapport entre le prix des tourteaux et le prix du maïs. Le bénéfice d'exploitation pour l'exercice 2004 comprenait un gain de 15 millions de dollars US issu d'un procès lié à l'assurance portant sur les inondations de 1993 ainsi qu'une charge de 15 millions de dollars US pour abandon et réduction de valeur d'actifs à long terme.

Le bénéfice d'exploitation du secteur Services agricoles s'est accru de 158 millions de dollars US pour passer à 250 millions de dollars US, en raison notamment de l'amélioration des résultats de la commercialisation des céréales à travers le monde ainsi que, dans une moindre mesure, de l'amélioration des résultats des activités de collecte des céréales aux États-Unis. Le volume record des cultures de maïs et les cultures abondantes de blé aux États-Unis ont permis à la Société de dégager de solides bénéfices au sein de ses activités d'entreposage, de transport, de collecte et de commercialisation. Par ailleurs, les différentiels entre les productions régionales, provoqués principalement par la vague de sécheresse qui a touché l'Europe, ont permis à la Société d'augmenter le taux d'utilisation de son infrastructure céréalière et de ses capacités de commercialisation. La robuste demande mondiale de céréales et d'aliments pour animaux a également soutenu notre bénéfice d'exploitation. Le bénéfice d'exploitation pour l'exercice 2004 comprenait une charge de 5 millions de dollars US pour abandon et réduction de valeur d'actifs à long terme et un gain de 2 millions de dollars US issu d'un procès lié à l'assurance portant sur les inondations de 1993.

Le bénéfice d'exploitation du secteur Divers a augmenté de 137 millions de dollars US à 359 millions. La composante Activités financières du secteur Divers a progressé de 89 millions de dollars US grâce à l'appréciation des placements de la Société en fonds d'actions privés. Le bénéfice d'exploitation du segment Ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale du secteur Divers a gagné 48 millions de dollars US, grâce principalement à l'embellie sur le front des activités de transformation du blé et du cacao. Le résultat de l'activité Transformation du blé s'est inscrit en hausse, du fait, surtout, de l'amélioration des rendements d'extraction de farine de blé entraînée par la meilleure qualité des cultures. Les récoltes de blé de 2003 présentaient une qualité d'extraction moindre due à la sécheresse qui a touché le Midwest des États-Unis. Les activités liées au cacao ont progressé grâce à la demande toujours soutenue de beurre et de poudre de cacao émanant des industries pâtissière et chocolatière. Le bénéfice d'exploitation du segment Ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale du secteur Divers renfermait une charge pour abandon et réduction de valeur d'actifs à long terme à hauteur de 13 millions et 6 millions de dollars US, pour 2004 et 2003 respectivement. Le résultat de ce segment pour l'exercice 2003 comprenait un gain de 28 millions de dollars US résultant du règlement partiel des réclamations de la Société concernant le procès antitrust relatif aux vitamines.

Les charges du Siège social ont augmenté de 464 millions de dollars US pour s'établir à 843 millions de dollars US, en raison principalement des charges de 400 millions de dollars US entraînées par le règlement du contentieux sur le fructose, de l'augmentation de 104 millions de dollars US des ajustements d'évaluation des stocks de la méthode FIFO (premier entré, premier sorti) à la méthode LIFO (dernier entré, premier sorti), et d'une charge de 14 millions de dollars US pour abandon et réduction de valeur d'actifs à long terme, le tout étant partiellement compensé par une augmentation de 21 millions de dollars US des plus-values sur opérations sur titres négociables et par les 4 millions de dollars US perçus au titre du procès lié à l'assurance concernant les inondations de 1993.

Les impôts sur les bénéfices ont enregistré une hausse due à des bénéfices avant impôts en progression et, dans une moindre mesure, à une augmentation du taux d'imposition réel de la Société. Le taux d'imposition effectif de la Société s'est élevé à 31,1 % en 2004, contre 28,5 % en 2003. Cette hausse s'explique essentiellement par les variations de la répartition des bénéfices avant impôts parmi les diverses juridictions et par l'augmentation des impôts des États aux États-Unis.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Au 30 juin 2005, la Société continuait à afficher d'importantes liquidités avec un fonds de roulement de 4,3 milliards de dollars US et un ratio de liquidité générale (calculé en divisant l'actif à court terme par le passif à court terme) de 1,8 à 1. Ce fonds de roulement comprend 567 millions de dollars US d'espèces, quasi-espèces et titres négociables à court terme ainsi que 2,6 milliards de dollars US de stocks de marchandises facilement négociables. Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation ont atteint 2,1 milliards de dollars US pour l'exercice, contre 33 millions de dollars US l'exercice précédent. Cette progression s'explique essentiellement par l'augmentation du résultat net et le repli du besoin en fonds de roulement entraîné par la baisse des prix des matières premières agricoles. Les flux de trésorerie employés par les activités d'investissement ont baissé de 273 millions de dollars US sur l'exercice pour atteindre 302 millions de dollars US, sous l'effet essentielle-

ment du produit de cession de la participation dans Tate & Lyle PLC. Les flux de trésorerie employés pour les activités de financement ont atteint 1,8 milliard de dollars US. Les achats d'actions ordinaires de la Société ont augmenté de 135 millions pour atteindre 139 millions de dollars US. Les paiements effectués dans le cadre d'accords de ligne de crédit se sont élevés à 1,4 milliard de dollars US en 2005, contre 484 millions en 2004, grâce à l'augmentation du résultat net et à la baisse du besoin en fonds de roulement entraînées par le repli des prix des matières premières.

Les ressources financières se sont améliorées, comme le reflète l'augmentation de la valeur nette de la Société qui affiche 8,4 milliards de dollars US. Le ratio de la dette à long terme au capital total (la somme de la dette à long terme et des capitaux propres de la Société) a décru pour s'établir à 30 % au 30 juin 2005, contre 33 % au 30 juin 2004. Ce ratio mesure la liquidité à long terme de la Société et constitue un indicateur de ses possibilités financières. Des effets de commerce et des lignes de crédit de banques commerciales sont disponibles pour faire face aux besoins de trésorerie saisonniers. Au 30 juin 2005, la Société avait utilisé 426 millions de dollars US et avait à sa disposition 3,1 milliards de dollars US supplémentaires dans le cadre de ses effets de commerce et de ses lignes de crédits bancaires. Standard & Poor's et Moody's classent les effets de commerce de la Société respectivement A-1 et P-1, et la dette à long terme de la Société est respectivement notée A+ et A2 par ces institutions. Outre les flux de trésorerie générés par l'exploitation, la Société a accès à des capitaux propres et des capitaux d'emprunt provenant de multiples sources publiques et privées sur les marchés nationaux et internationaux.

Obligations contractuelles et engagements commerciaux

Dans le cours normal des affaires, la Société négocie des contrats et des engagements qui l'obligent à effectuer des paiements dans le futur. Le tableau ci-dessous illustre les principales obligations futures de la Société par période. Les contrats d'achat liés à l'énergie négociés dans le cours normal des affaires sont inclus dans ce tableau, à l'instar des contrats de marchandises négociés dans le cours normal des affaires qui font l'objet d'une description plus détaillée sous la rubrique « Instruments et positions sensibles aux risques de marché » du « Rapport de gestion ». Le cas échéant, les renseignements inclus dans les états financiers consolidés de la Société et les notes y afférentes font l'objet de renvois dans ce tableau.

Obligations contractuelles	Renvois aux notes	Paiements exigibles par période				
		Total	Moins d'un an	2 à 3 ans	4 à 5 ans	Plus de 5 ans
		(en milliers de dollars US)				
Achats						
Stocks		7 427 006 $	7 250 859 $	176 147 $	— $	— $
Énergie		599 755	307 720	271 798	15 951	4 286
Divers		755 835	160 838	195 506	153 961	245 530
Total achats		8 782 596	7 719 417	643 451	169 912	249 816
Dette à court terme		425 808	425 808	—	—	—
Dette à long terme	Note 6	3 700 965	209 747	114 071	75 248	3 301 899
Contrats de location-acquisition	Note 6	52 113	13 191	28 236	4 123	6 563
Versements d'intérêts estimés		5 433 281	274 147	510 854	493 867	4 154 413
Contrats de location-exploitation	Note 11	320 663	64 976	89 704	53 261	112 722
Total		18 715 426 $	8 707 286 $	1 386 316 $	796 411 $	7 825 413 $

Au 30 juin 2005, la Société estimait que le montant nécessaire à l'achèvement des projets d'investissement et d'acquisition s'élèvera à environ 1,1 milliard de dollars US. La Société est un associé commanditaire dans plusieurs fonds d'actions privés qui investissent principalement sur les marchés émergents affichant un potentiel dans le secteur de la transformation agricole. Au 30 juin 2005, la valeur comptable des placements de la Société dans ces sociétés en commandite atteignait 258 millions de dollars US. La Société a de futurs engagements de placement de 166 millions de dollars US afférents à ces sociétés en commandite et prévoit que la majorité de ces engagements de placement supplémentaires, s'ils sont exigés, seront financés grâce aux flux de trésorerie générés par ces sociétés en commandite.

Par ailleurs, la Société a conclu des accords de garantie de dette, notamment dans le cadre de participations comptabilisées à la valeur de consolidation, qui pourraient obliger la Société à effectuer des paiements futurs en vertu d'engagements conditionnels. La responsabilité de la Société en vertu de ces ententes ne survient que si l'entité principale manque à ses obligations contractuelles. Si la Société doit effectuer des paiements en vertu de ces garanties, elle possède, dans la majorité de ces accords, un droit de sûreté sur l'actif sous-jacent de l'entité principale. Au 30 juin 2005, ces garanties de dette représentaient environ 422 millions de dollars US. Les emprunts en cours couverts par ces garanties étaient de 309 millions de dollars US au 30 juin 2005.

Conventions comptables critiques

La préparation des états financiers exige que la direction effectue des estimations et porte des jugements qui auront une incidence sur la valeur comptable de l'actif et du passif de la Société ainsi que sur la comptabilisation de ses produits et charges. Ces estimations et jugements sont basés sur l'historique de la Société et sur la connaissance et la compréhension par la direction des circonstances et faits actuels. Certaines des conventions comptables de la Société sont considérées comme critiques car elles jouent un rôle prépondérant dans la présentation des états financiers de la Société et qu'elles sont le résultat de prises de décision significatives ou complexes de la part de la direction. La direction de la Société a consulté le comité de vérification sur la question de l'évolution, de la sélection, de la publication et de l'application de ces conventions comptables critiques. Voici donc les conventions comptables que la direction juge critiques pour la présentation des états financiers de la Société.

Stocks et produits dérivés

Certains stocks de marchandises agricoles commercialisables, contrats à terme d'achat et de vente à prix fixe et contrats à terme et options négociés en Bourse de la Société sont évalués à leur valeur marchande estimée. Ces marchandises agricoles commercialisables circulent librement, ont un cours coté en Bourse et peuvent être vendues sans transformation supplémentaire importante. La direction évalue la

valeur marchande en se fondant sur les prix cotés en Bourse, ajustés en fonction des différences liées aux marchés locaux. Les fluctuations de la valeur marchande de ces stocks et contrats sont comptabilisées dans l'état des résultats en tant que composante du coût des produits vendus. Si la direction employait des méthodes ou des facteurs différents lors de l'évaluation de la valeur marchande, les montants comptabilisés des stocks et du coût des produits vendus pourraient varier. Par ailleurs, si les conditions du marché changent après la clôture de l'exercice, les montants des stocks et du coût des produits vendus déclarés aux exercices futurs peuvent varier.

La Société négocie de temps en temps des contrats de produits dérivés servant à établir le prix d'achat des volumes prévus de marchandises qui seront achetées et transformées au cours d'un mois ultérieur et servant à fixer le prix d'achat des besoins en gaz naturel anticipés par la Société pour certaines unités de production. La Société a également recours à des contrats de produits dérivés pour établir le prix de vente des volumes d'éthanol escomptés. Ces contrats de produits dérivés sont désignés comme couvertures de flux de trésorerie. Les variations de la valeur marchande de ces contrats de produits dérivés ont toujours été, et devraient continuer à se montrer très efficaces pour compenser les fluctuations de prix du produit faisant l'objet de la couverture. Les plus et moins-values découlant des opérations de couverture ouvertes et fermées sont reportées dans les autres éléments du résultat global, déduction faite des impôts sur les bénéfices applicables, et comptabilisées dans l'état des résultats comme composante du coût des produits vendus quand le produit faisant l'objet de la couverture est constaté. S'il est établi que les produits dérivés ne sont plus efficaces pour compenser les fluctuations de prix du produit faisant l'objet de la couverture, le changement de la valeur marchande de ces contrats à terme négociés en Bourse est comptabilisé dans l'état des résultats en tant que composante du coût des produits vendus.

Régimes d'avantages sociaux des employés

La Société offre des prestations de retraite à la quasi-totalité de ses employés aux États-Unis et à certains employés de ses filiales internationales. La Société offre également à la quasi-totalité de ses employés salariés aux États-Unis des prestations complémentaires pour soins de santé et d'assurance-vie après le départ à la retraite. Afin de mesurer la charge et la situation de capitalisation de ces régimes d'avantages sociaux des employés, la direction effectue plusieurs estimations et pose plusieurs hypothèses, incluant les taux d'intérêt employés pour actualiser certains passifs, les taux de rendement des actifs mis en réserve pour financer ces régimes, les taux de croissance de la rémunération, les taux de rotation du personnel, les taux de mortalité anticipés et les coûts anticipés des soins de santé à venir. Ces estimations et jugements sont basés sur l'historique de la Société et sur la connaissance et la compréhension par la direction des circonstances et faits actuels. La Société fait appel à des experts indépendants afin d'aider la direction à mesurer la charge et la situation de capitalisation de ces régimes d'avantages sociaux des employés. Si la direction employait des estimations et des hypothèses différentes en ce qui concerne ces régimes, la situation de capitalisation de ces derniers pourrait varier considérablement et la Société pourrait alors comptabiliser des montants différents au cours des exercices futurs.

Impôts sur les bénéfices

La Société doit fréquemment faire face à des contestations des autorités fiscales locales et étrangères concernant le montant des impôts à payer. Ces contestations comprennent des questions concernant le moment et le montant des déductions ainsi que la répartition des revenus entre diverses juridictions fiscales. En évaluant le risque associé aux diverses positions adoptées dans les déclarations fiscales, la Société comptabilise une réserve en fonction des risques probables. Les actifs d'impôts différés désignent des éléments qui seront utilisés comme déductions ou crédits d'impôts lors de remboursements d'impôts futurs, et les gains fiscaux afférents ont d'ores et déjà été comptabilisés dans l'état des résultats de la Société. La réalisation de certains actifs d'impôts différés s'inscrit dans les stratégies de planification fiscale de la Société. Les provisions pour évaluation liées à ces actifs d'impôts différés ont été établies dans la mesure où la réalisation du gain fiscal est improbable. En se fondant sur l'évaluation de la position fiscale de la Société effectuée par la direction, la Société estime que les montants associés à ces risques fiscaux sont convenablement comptabilisés. Si la Société obtient gain de cause dans certains cas où les montants à payer ont été établis ou qu'elle doit payer un montant supérieur à celui des réserves susmentionnées, le taux d'imposition effectif de la Société peut varier au cours d'un exercice particulier.

Les bénéfices non répartis des filiales et des sociétés en participation étrangères de la Société ont été comptabilisés selon la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation et sont considérés comme définitivement réinvestis et, par conséquent, aucune provision pour impôts sur les bénéfices américains n'a été constituée. Si la Société venait à percevoir une distribution de l'une de ces filiales ou sociétés en participation étrangères, ou déterminer que les bénéfices non répartis de ces filiales ou sociétés affiliées n'étaient pas définitivement réinvestis, la Société pourrait se trouver redevable d'un impôt aux États-Unis qui n'aurait pas été provisionné dans les états financiers consolidés.

Abandons et réductions de valeur d'actifs

La Société se consacre principalement à la fourniture, au transport, à l'entreposage, à la transformation et à la commercialisation de marchandises et produits agricoles. Ces activités commerciales sont de nature internationale et exigent des capitaux importants. La disponibilité des matières premières et la demande de produits finis de la Société sont déterminées par des facteurs imprévisibles, comme les conditions météorologiques, les plantations, les politiques et programmes gouvernementaux (à l'échelle nationale et internationale) en matière d'agriculture, les changements démographiques mondiaux et l'évolution des niveaux de vie, et la production mondiale de cultures similaires et concurrentielles. Par conséquent, les facteurs imprévisibles susmentionnés peuvent modifier la dynamique de l'offre et de la demande des matières premières et produits finis de la Société. Toute modification de ce type peut obliger la direction à réévaluer l'efficacité et la rentabilité des immobilisations de la Société en termes de situation géographique, de taille et d'âge de ses usines. De temps à autre, la Société effectuera également des investissements en équipement et en technologie liés à de nouveaux produits à valeur ajoutée fabriqués à partir de marchandises agricoles et de produits connexes. Ces nouveaux produits ne génèrent pas toujours des résultats positifs en termes de

production commerciale ou de perspective marketing. La direction évalue les immobilisations corporelles de la Société pour déterminer s'il y a eu une baisse de valeur chaque fois que des indicateurs le laissent entendre. Les actifs sont abandonnés après avoir examiné la possibilité de les utiliser à leur fin prévue, de les employer à d'autres fins ou de les vendre pour en récupérer la valeur comptable. Si la direction employait des évaluations et des hypothèses différentes en ce qui concerne ces immobilisations, la Société pourrait comptabiliser des montants de charges différents au cours des exercices futurs.

Évaluation des titres négociables et des placements dans les sociétés affiliées

La Société classe la majeure partie de ses titres négociables comme étant destinés à la vente et les évalue à leur juste valeur marchande. Les placements dans les sociétés affiliées sont comptabilisés au coût majoré de la participation dans les bénéfices non répartis. Pour les titres cotés en Bourse, la juste valeur des placements de la Société peut être directement obtenue sur la base des cours du marché. En ce qui concerne les titres non cotés, l'évaluation de la direction de la juste valeur se fonde sur des méthodes d'évaluation tenant compte notamment des flux de trésorerie actualisés et d'estimations de la valeur de réalisation. Si la juste valeur d'un placement devait se replier en deçà de la valeur comptable, la direction pourrait être amenée à déterminer si ce repli est un phénomène provisoire ou non. En évaluant la nature de ce recul de la juste valeur d'un placement, la direction évalue les conditions du marché, les tendances des résultats, les flux de trésorerie actualisés, les volumes de transactions et d'autres mesures importantes de ces placements ainsi que la capacité de la Société à conserver le placement et l'intention dont elle fait preuve à cet égard. Lorsqu'une baisse de valeur est jugée ne pas présenter de caractère temporaire, une perte de valeur est comptabilisée dans le résultat d'exploitation de l'exercice sous revue en fonction du montant de la baisse. Veuillez consulter les notes 2 et 4 aux états financiers consolidés de la Société pour de plus amples informations concernant les titres négociables de la Société et ses placements dans des sociétés affiliées. Si la direction employait des évaluations et des hypothèses différentes pour l'évaluation de ces titres négociables, la Société pourrait comptabiliser des montants de charges différents au cours des exercices futurs.

La Société est un associé commanditaire dans plusieurs fonds d'actions privés qui investissent principalement sur les marchés émergents affichant un potentiel dans le secteur de la transformation agricole. La Société comptabilise ces sociétés en commandite selon la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation. Par conséquent, la Société comptabilise dans l'état consolidé des résultats sa quote-part du bénéfice net ou de la perte nette de ces sociétés en commandite. Les sociétés en commandite évaluent leurs placements à leur juste valeur. Ainsi, les plus ou moins-values latentes relatives aux fluctuations de la juste valeur de ces placements sont comptabilisées dans les comptes de résultats des sociétés en commandite. L'évaluation de ces placements, comme l'a établie le commandité, peut être subjective et cette valeur peut varier considérablement en un laps de temps très court. Les facteurs pouvant influencer la subjectivité et la volatilité de ces évaluations comprennent le risque de liquidité et les positions minoritaires liés à ces placements, les fluctuations des taux de change, les Bourses de valeurs mobilières dont la réglementation est moins stricte ainsi que les restrictions et risques commerciaux inhérents aux marchés des pays émergents. La Société comptabilise les résultats de ces sociétés en commandite en se basant sur les renseignements qui lui sont fournis par le commandité. En raison de la subjectivité et de la volatilité de l'évaluation de ces placements, leur juste valeur et, par conséquent, les résultats de la Société peuvent varier considérablement au cours des exercices futurs.

INSTRUMENTS ET POSITIONS SENSIBLES AUX RISQUES DE MARCHÉ

Le risque de marché inhérent aux instruments et aux positions sensibles de la Société correspond à la perte éventuelle découlant de la dégradation des prix des contrats à terme sur marchandises, des prix des titres de participation négociables, du cours des placements dans des sociétés en commandite, des taux de change et des taux d'intérêt décrits ci-après.

Marchandises

La disponibilité et le prix des marchandises agricoles sont soumis à de grandes fluctuations en raison de facteurs imprévisibles, comme les conditions météorologiques, les plantations, les politiques et programmes gouvernementaux (à l'échelle nationale et internationale) en matière d'agriculture, les changements de la demande mondiale résultant de la croissance démographique et de l'évolution des niveaux de vie, et la production mondiale de cultures similaires et concurrentielles. Pour réduire le risque de prix résultant des fluctuations du marché, la Société a généralement pour politique d'utiliser des contrats à terme et options négociés en Bourse pour minimiser la position nette de ses stocks de marchandises agricoles commercialisables et des contrats à terme de vente et d'achat au comptant. La Société aura également recours à des contrats à terme négociés en Bourse et à des contrats d'options dans le cadre de ses stratégies de commercialisation afin d'améliorer ses marges. Les résultats de ces stratégies peuvent être fortement influencés par des facteurs tels que la volatilité du rapport entre la valeur des contrats à terme sur marchandises négociés en Bourse et les prix au comptant des denrées sous-jacentes, la défaillance des contrepartistes et la volatilité des marchés de fret. Par ailleurs, la Société négocie de temps en temps des contrats de produits dérivés servant de couverture à des volumes spécifiques de marchandises qui seront achetées et transformées ou encore vendues au cours d'un mois ultérieur. Les variations de la valeur marchande de ces contrats à terme normalisés ont toujours été, et devraient continuer de se montrer très efficaces pour compenser les fluctuations de prix du produit faisant l'objet de la couverture. Les plus et moins-values découlant des opérations de couverture ouvertes et fermées sont reportées dans les autres éléments du résultat global, déduction faite des impôts applicables, et comptabilisées comme composante du coût des produits vendus dans l'état des résultats quand le produit faisant l'objet de la couverture est constaté.

La Société a préparé une analyse de sensibilité pour évaluer l'exposition au risque de marché de sa position nette quotidienne en marchandises. La position nette quotidienne en marchandises de la Société comprend les stocks, les contrats connexes d'achat et de vente, et les contrats à terme négociés en Bourse, y compris ceux qu'elle utilise pour couvrir des portions de ses besoins de production. La juste valeur de cette position correspond à la somme des justes valeurs calculées pour chaque marchandise en évaluant chaque position nette aux cours du marché à terme. Le risque de marché est évalué comme étant la perte éventuelle de juste valeur résultant d'une détérioration hypothétique de 10 % des cours. Les résultats réels peuvent différer.

	2005		2004	
	Juste valeur	Risque de marché	Juste valeur	Risque de marché
	(en millions de dollars US)			
Position acheteur la plus élevée	**226 $**	**23 $**	754 $	75 $
Position vendeur la plus élevée	**944**	**94**	506	51
Position acheteur (vendeur) moyenne	**(300)**	**(30)**	31	3

Le recul de la juste valeur de la position moyenne pour 2005 par rapport à 2004 était principalement attribuable à la baisse de la position nette quotidienne en marchandises.

Titres de participation négociables

Les titres de participation négociables, qui sont inscrits à leur juste valeur, sont exposés au risque de prix. La juste valeur des titres de participation négociables est fondée sur les cours du marché. Le risque est évalué comme étant la perte éventuelle de juste valeur résultant d'une détérioration hypothétique de 10 % des cours du marché. Les résultats réels peuvent différer.

	2005	2004
	(en millions de dollars US)	
Juste valeur	**664 $**	773 $
Risque de marché	**66**	77

Le recul de la juste valeur en 2005 par rapport à 2004 a été principalement attribuable à la cession des titres, un repli partiellement compensé par l'augmentation de la juste valeur de marché des titres.

Sociétés en commandite

La Société est un associé commanditaire dans plusieurs fonds d'actions privés qui investissent principalement sur les marchés émergents affichant un potentiel dans le secteur de la transformation agricole. La Société comptabilise ces sociétés en commandite selon la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation. Par conséquent, la Société comptabilise dans l'état consolidé des résultats sa quote-part du bénéfice net ou de la perte nette de ces sociétés en commandite. Les sociétés en commandite évaluent leurs placements à leur juste valeur. Le risque est évalué comme étant la perte éventuelle de juste valeur résultant d'une détérioration hypothétique de 10 % des cours des placements des sociétés en commandite. Les résultats réels peuvent différer.

	2005	2004
	(en millions de dollars US)	
Juste valeur des placements des sociétés en commandite	**290 $**	447 $
Risque de marché	**29**	45

Le recul de la juste valeur en 2005 par rapport à 2004 a été principalement attribuable aux retours de capital, un phénomène partiellement compensé par l'augmentation de la juste valeur de marché des titres des sociétés en commandite.

Devises

Afin de réduire les risques de fluctuation des taux de change, la Société a pour politique de couvrir la quasi-totalité des opérations, à l'exception des montants investis définitivement décrits ci-dessous, libellées dans une devise autre que les devises fonctionnelles applicables à chacune de ses entités. Les instruments de couverture utilisés sont des contrats à terme facilement négociables en Bourse et des contrats à terme de gré à gré conclus avec les banques. Les variations de la valeur marchande de ces contrats ont un rapport direct avec celles du cours de la devise des opérations connexes couvertes. La perte éventuelle de juste valeur de la position nette en devises, résultant d'une détérioration hypothétique de 10 % des taux de change sur les devises, est négligeable.

Le montant que la Société considère comme définitivement investi dans les filiales et les sociétés affiliées étrangères – converti en dollars US aux taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice – se chiffrait à 4,0 milliards de dollars US au 30 juin 2005, contre 3,6 milliards de dollars US au 30 juin 2004. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation des bénéfices non répartis des filiales et sociétés affiliées étrangères. La perte éventuelle de juste valeur, résultant d'une détérioration hypothétique de 10 % des taux de change, se chiffre à 397 millions et 361 millions de dollars US respectivement pour 2005 et 2004. Les résultats réels peuvent différer.

Intérêts

La juste valeur de la dette à long terme de la Société est évaluée ci-dessous en fonction des cours du marché, s'il y a lieu, et des flux de trésorerie futurs, actualisés en fonction des taux d'emprunt différentiels actuels de la Société pour des structures d'emprunt similaires. Cette juste valeur a dépassé la valeur comptable de la dette à long terme. Le risque de marché est évalué comme étant la hausse éventuelle de juste valeur résultant d'une détérioration hypothétique de 0,5 % des taux d'intérêt. Les résultats réels peuvent différer.

	2005	2004
	(en millions de dollars US)	
Juste valeur de la dette à long terme	**4 309 $**	4 237 $
Excédent de la juste valeur sur la valeur comptable	**779**	497
Risque de marché	**229**	203

La hausse de la juste valeur pour l'exercice sous revue a été principalement attribuable au fléchissement des taux d'intérêt sur les marchés.

SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Activité de l'entreprise

La Société se consacre principalement à la fourniture, au transport, à l'entreposage, à la transformation et à la commercialisation de denrées et produits agricoles.

Principes de consolidation

Les états financiers consolidés au 30 juin 2005 et pour les trois exercices clos à cette date comprennent les comptes de la Société et de ses filiales à participation majoritaire. Les placements dans les sociétés affiliées sont comptabilisés au coût majoré de la participation dans les bénéfices non répartis depuis l'acquisition. Tous les comptes et opérations internes importants ont été éliminés.

Aux fins de consolidation, la Société évalue ses participations minoritaires conformément à l'interprétation N°46 du *Financial Accounting Standards Board* (Comité de normalisation des pratiques de comptabilité financière, FASB) : « *Consolidation of Variable Interest Entities, an Interpretation of Accounting Research Bulletin No.51* » (FIN 46). Une entité à détenteurs de droits variables (VIE) est une société anonyme, une société en commandite, un trust ou toute autre structure juridique utilisée à des fins commerciales qui ne dispose pas d'actionnaires jouissant de droits de vote ou dont les actionnaires ne fournissent pas de ressources financières suffisantes pour soutenir l'activité de la VIE. La FIN 46 exige qu'une VIE soit consolidée par une société si cette dernière est son principal bénéficiaire. Le principal bénéficiaire d'une VIE est une entité supportant la plus grande partie du risque de perte découlant des activités de la VIE, en droit de recevoir la majeure partie du rendement résiduel de l'entité, ou encore répondant à ces deux critères à la fois. La Société a adopté les dispositions de la FIN 46, telle qu'elle a été amendée, le 31 mars 2004. Au 30 juin 2005, la Société détenait 258 millions de dollars US de placements en fonds d'actions privés compris dans les placements dans des sociétés affiliées considérées comme des VIE selon les termes de la FIN 46. Le risque et le rendement résiduels de la Société émanant de ces VIE sont proportionnels à la participation de la Société et cette dernière n'est le principal bénéficiaire d'aucune d'entre elles.

Emploi d'estimations

La préparation d'états financiers consolidés selon les principes comptables généralement admis requiert que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés dans les états financiers consolidés et notes y afférentes. Les résultats réels peuvent différer des estimations.

Quasi-espèces

La Société considère comme quasi-espèces tous les placements non distincts, d'une liquidité élevée et assortis d'une échéance de trois mois ou moins au moment de l'achat.

Espèces et placements distincts

La Société distingue certains soldes d'espèces et de placements assortis d'obligations réglementaires particulières, d'obligations de Bourses de marchandises et de contrats d'assurance. Ces soldes distincts représentent des dépôts reçus de clients négociant des instruments de marchandises échangés en Bourse, des titres donnés en gage à des instituts de compensation de négociation de marchandises, ainsi que des espèces et des titres donnés en gage comme garantie dans le cadre de certains contrats d'assurance. Les espèces et placements distincts consistent principalement en espèces, titres négociables du gouvernement américain et fonds du marché monétaire.

Débiteurs

La Société comptabilise les créances d'exploitation à leur valeur nette de réalisation. Cette valeur comprend une provision suffisante pour les créances jugées irrécouvrables, à savoir 44 millions de dollars US au 30 juin 2005, afin de refléter toute perte anticipée sur les soldes de créances d'exploitation. La Société calcule cette provision sur la base de son historique de radiations, du niveau des créances en souffrance et de sa relation avec ses clients ainsi que de la santé économique de ces derniers.

Le risque de crédit sur les créances d'exploitation est minimisé par la taille et la nature diversifiée de la clientèle de la Société à travers le monde. La Société contrôle son exposition au risque de crédit par des procédures d'approbation, de limite et de surveillance du crédit. Les créances d'exploitation de la Société n'ont généralement pas à être garanties.

Stocks

Les stocks de certaines marchandises agricoles commercialisables, y compris les montants acquis en vertu de contrats de fixation différée du prix, sont inscrits à leur valeur marchande. La Société évalue aussi certains stocks au moindre du coût, lequel est établi selon la méthode du premier entré premier sorti (FIFO) ou la méthode du dernier entré premier sorti (LIFO), ou d'après la valeur marchande.

Titres négociables

La Société classe tous ses titres négociables comme étant destinés à la vente, sauf certains titres déterminés qui sont classés comme titres de négociation. Les titres destinés à la vente sont inscrits à la juste valeur, et les plus et moins-values latentes, déduction faite des impôts sur les bénéfices, sont comptabilisées comme une composante des autres éléments du résultat global (de la perte globale). Les plus et moins-values latentes liées aux opérations sur les titres boursiers sont incluses dans le résultat sur une base courante. La Société utilise la méthode du coût d'achat réel quand les titres sont vendus ou reclassés des autres éléments accumulés du résultat global (de la perte globale) au résultat.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût et les charges de réparation et d'entretien sont comptabilisées dès que les frais sont engagés. La Société emploie généralement la méthode de l'amortissement linéaire aux fins de présentation de l'information financière et emploie généralement des méthodes accélérées pour l'impôt sur les bénéfices. Les provisions annuelles pour amortissement ont été principalement calculées selon les durées de vie d'actifs suivantes : bâtiments – 10 à 50 ans; machinerie et équipement – 3 à 30 ans.

Abandons et réductions de valeur d'actifs

La Société a enregistré des charges afférentes au coût des produits vendus de 42 millions, 51 millions et 13 millions de dollars US en 2005, 2004 et 2003 respectivement, essentiellement imputables aux abandons et réductions de valeur de certains actifs à long terme. La décision d'abandonner ces actifs, pour la plupart inemployés, a été prise après avoir déterminé s'il était possible de les utiliser aux fins prévues, de les employer à d'autres fins, ou encore de les vendre pour en récupérer la valeur comptable. Après dépréciations, la valeur résiduelle de ces actifs est négligeable.

Chiffre d'affaires net

La Société a pour politique de comptabiliser les produits des ventes à la date de livraison des produits, lorsque tous les éléments suivants se vérifient : un contrat de vente a été conclu, le prix a été fixé ou peut être déterminé et le recouvrement des montants est raisonnablement assuré. Les frais de transport et de manutention relatifs aux ventes sont considérés comme des composantes du coût des produits vendus. Les ventes nettes aux sociétés affiliées non consolidées au cours de l'exercice clôturé le 30 juin 2005 se sont élevées à 2,9 milliards de dollars US.

Données par action

Le bénéfice net par action ordinaire est déterminé en divisant le bénéfice net par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation. Lors du calcul du bénéfice par action après conversion des titres optionnables, le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation est majoré par les options sur actions ordinaires en circulation assorties de prix d'exercice inférieurs au prix moyen du marché des actions ordinaires au cours de chacun des exercices. En 2005, 2004 et 2003, le nombre moyen pondéré des actions en circulation après conversion des titres optionnables comprenait des titres exerçables ou convertibles (*incremental shares*) relatifs à des options sur actions ordinaires en circulation à hauteur de 1,9 million, 2,1 millions et 0,8 million de dollars US, respectivement. Le nombre d'options sur actions ordinaires en circulation exclues du calcul du bénéfice par action après conversion des titres optionnables est négligeable.

Nouvelles normes comptables

En décembre 2004, le FASB a publié le Statement of Financial Accounting Standards (SFAS) Numéro 123 (révision 2004), « *Share-Based Payment* » (Paiements à base d'actions), qui constitue une révision du SFAS Numéro 123, « *Accounting for Stock-Based Compensation* » (Comptabilisation de la rémunération à base d'actions), et porte modification du SFAS Numéro 95, « *Statement of Cash Flows* » (État des flux de trésorerie). Le SFAS Numéro 123(R) exige la comptabilisation dans les états financiers de tous les paiements à base d'actions versés aux employés, y compris l'attribution de stock-options aux employés, sur la base de la juste valeur. À compter du 1er juillet 2004, la Société a adopté les dispositions de comptabilisation à la juste valeur prévues par le SFAS Numéro 123. L'adoption du SFAS Numéro 123(R) le 1er juillet 2005 n'aura pas d'incidence notable sur les états financiers de la Société.

En mars 2005, le FASB a publié l'interprétation Numéro 47, *Accounting for Conditional Asset Retirement Obligations, an Interpretation of FASB Statement No. 143*, (Comptabilisation des engagements pour abandon conditionnel d'actif, interprétation du SFAS N° 143) (FIN 47). La FIN 47 explique que l'expression *conditional asset retirement obligation* (engagement pour abandon conditionnel d'actif) telle qu'elle est utilisée dans le SFAS Numéro 143, *Accounting for Asset Retirement Obligations* (Comptabilisation des engagements pour abandon d'actif) se réfère à l'obligation légale de pratiquer un abandon d'actif dont la date et/ou la méthode de règlement sont tributaires d'un événement futur qui peut ou non échapper au contrôle de l'entité. Néanmoins, bien que la date et/ou la méthode de règlement puissent être incertaines, l'obligation de pratiquer l'abandon d'actif est quant à elle inconditionnelle. La FIN 47 clarifie les situations dans lesquelles une entité est réputée avoir suffisamment d'informations afin de pouvoir raisonnablement estimer la juste valeur d'un engagement pour abandon d'actif. La Société sera tenue d'adopter la FIN 47 à compter du 1er juillet 2005 et n'a pas encore évalué l'impact de l'adoption de cette norme sur ses états financiers.

Rémunération à base d'actions

À compter du 1er juillet 2004, la Société a adopté les dispositions de comptabilisation à la juste valeur prévues par le SFAS Numéro 123, *Accounting for Stock-Based Compensation* (Comptabilisation de la rémunération à base d'actions), pour la rémunération à base d'actions de ses employés. Avant le 1er juillet 2004, la Société comptabilisait la rémunération à base d'actions de ses employés en vertu des dispositions de constatation et d'évaluation exprimées dans l'opinion de l'APB Numéro 25, *Accounting for Stock Issued to Employees* (Comptabilisation des actions émises au bénéfice d'employés) et dans les interprétations y afférentes. En ayant recours, pour cette adoption, à la méthode prospective modifiée (*modified prospective method*) sélectionnée par la Société en vertu des dispositions du SFAS Numéro 148, *Accounting for Stock-Based Compensation – Transition and Disclosure* (Comptabilisation de la rémunération à base d'actions – Transition et publication), la charge de rémunération à base d'actions des employés constatée au cours de l'exercice 2005 est celle qui aurait été constatée si les dispositions de comptabilisation à la juste valeur prévues par le SFAS Numéro 123 avaient été appliquées à toutes les options attribuées après le 1er juillet 1995. L'incidence de l'adoption du SFAS Numéro 123 a été négligeable.

Le tableau ci-dessous illustre l'incidence sur le résultat net et le bénéfice par action, comme si la méthode de la juste valeur avait été appliquée à l'ensemble des attributions et stock-options en circulation et non acquises détenues par des employés pour chaque exercice.

	2005	2004	2003
	(en milliers de dollars US, sauf montants par action)		
Résultat net, tel qu'il est publié	**1 044 385 $**	494 710 $	451 145 $
Plus : charge de rémunération à base d'actions inscrite dans le résultat net, déduction faite des impôts liés	**18 101**	4 566	2 706
Moins : charge de rémunération à base d'actions déterminée selon la méthode de la juste valeur, déduction faite des impôts liés	**18 101**	8 748	8 125
Résultat net pro forma	**1 044 385 $**	490 528 $	445 726 $
Bénéfice net par action ordinaire :			
Tel qu'il est publié	**1,60 $**	0,76 $	0,70 $
Pro forma	**1,60 $**	0,76 $	0,69 $
Bénéfice par action ordinaire après conversion des titres optionnables :			
Tel qu'il est publié	**1,59 $**	0,76 $	0,70 $
Pro forma	**1,59 $**	0,75 $	0,69 $

La juste valeur de chaque attribution d'options est estimée à la date d'attribution selon le modèle d'évaluation des options de Black et Scholes. Les hypothèses utilisées dans le modèle de Black et Scholes d'évaluation des options sont les suivantes :

	2005	2004	2003
Taux de rendement	**2 %**	2 %	2 %
Taux d'intérêt sans risque	**4 %**	4 %	4 %
Volatilité de l'action	**27 %**	28 %	30 %
Durée de vie moyenne estimée (en années)	**9**	9	6

Reclassements

Certains éléments des états financiers des exercices précédents ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation de l'exercice sous revue.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

	Exercices clôturés les 30 juin		
	2005	2004	2003
	(en milliers de dollars US, sauf montants par action)		
Chiffre d'affaires net et autres produits d'exploitation	**35 943 810 $**	36 151 394 $	30 708 033 $
Coût des produits vendus	**33 512 471**	34 003 070	28 980 895
Marge bénéficiaire brute	**2 431 339**	2 148 324	1 727 138
Charges de vente et charges générales et administratives	**1 080 811**	1 401 833	947 694
Autres charges (produits) – montant net	**(165 847)**	28 480	148 471
Résultat avant impôts sur les bénéfices	**1 516 375**	718 011	630 973
Impôts sur les bénéfices	**471 990**	223 301	179 828
Résultat net	**1 044 385 $**	494 710 $	451 145 $
Bénéfice net par action ordinaire	**1,60 $**	0,76 $	0,70 $
Bénéfice par action ordinaire après conversion des titres optionnables	**1,59 $**	0,76 $	0,70 $
Nombre moyen d'actions en circulation – net	**654 242**	647 698	646 086
Nombre moyen d'actions en circulation – après conversion des titres optionnables	**656 123**	649 810	646 863

Voir les notes aux états financiers consolidés.

BILANS CONSOLIDÉS

ACTIF	30 juin 2005	2004
	(en milliers de dollars US)	
Actif à court terme		
Espèces et quasi-espèces	**522 420 $**	540 207 $
Espèces et placements distincts	**908 001**	871 439
Débiteurs	**4 102 263**	4 040 759
Stocks	**3 906 698**	4 591 648
Autres actifs	**271 319**	294 943
Total de l'actif à court terme	**9 710 701**	10 338 996
Placements et autres actifs		
Placements dans des sociétés affiliées et avances à celles-ci	**1 879 501**	1 832 619
Titres négociables à long terme	**1 049 952**	1 161 388
Survaleur	**325 167**	337 474
Autres actifs	**448 404**	443 606
	3 703 024	3 775 087
Immobilisations corporelles		
Terrains	**209 130**	190 136
Bâtiments	**2 660 267**	2 568 472
Machinerie et équipement	**10 962 390**	10 658 282
Constructions en cours	**298 963**	263 332
	14 130 750	13 680 222
Provisions pour amortissement	**(8 946 370)**	(8 425 484)
	5 184 380	5 254 738
	18 598 105 $	19 368 821 $

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	30 juin 2005	2004
	(en milliers de dollars US)	
Passif à court terme		
Dette à court terme	**425 808 $**	1 770 512 $
Créditeurs	**3 399 352**	3 238 230
Charges à payer	**1 318 766**	1 580 700
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	**222 938**	160 795
Total du passif à court terme	**5 366 864**	6 750 237
Passif à long terme		
Dette à long terme	**3 530 140**	3 739 875
Impôts sur les bénéfices différés	**779 427**	653 834
Divers	**488 202**	526 659
	4 797 769	4 920 368
Capitaux propres		
Actions ordinaires	**5 385 840**	5 431 510
Bénéfices réinvestis	**3 011 015**	2 183 751
Autres éléments accumulés du résultat global	**36 617**	82 955
	8 433 472	7 698 216
	18 598 105 $	19 368 821 $

Voir les notes aux états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

	Exercices clôturés les 30 juin		
	2005	2004	2003
	(en milliers de dollars US)		
Activités d'exploitation			
Résultat net	**1 044 385 $**	494 710 $	451 145 $
Ajustements de rapprochement du résultat net et des liquidités nettes provenant de l'exploitation			
Amortissement	**664 652**	685 613	643 615
Abandons d'actifs	**41 548**	50 576	13 221
Impôts sur les bénéfices différés	**241 671**	(67 505)	105 086
(Plus) moins-values sur les opérations sur titres négociables	**(113 299)**	(23 968)	363
Quote-part des (bénéfices) pertes des sociétés affiliées, nette de dividendes	**(91 280)**	(84 930)	(14 138)
Actions cotisées aux régimes d'avantages sociaux des employés	**23 840**	23 281	23 591
Divers – montant net	**42 732**	(59 138)	130 427
Variations des actifs et passifs d'exploitation			
Espèces et placements distincts	**(37 319)**	(316 423)	(134 434)
Débiteurs	**(216 967)**	(378 501)	(112 460)
Stocks	**825 486**	(950 792)	(200 392)
Autres actifs	**(35 056)**	(6 724)	(39 061)
Créditeurs et charges à payer	**(264 214)**	667 140	202 213
Total des activités d'exploitation	**2 126 179**	33 339	1 069 176
Activités d'investissement			
Achat d'immobilisations corporelles	**(623 819)**	(509 237)	(435 952)
Produit de cession d'immobilisations corporelles	**43 611**	57 226	40 061
Actif net des entreprises acquises	**(24 238)**	(93 022)	(526 970)
Placements dans des sociétés affiliées et avances à celles-ci	**(112 018)**	(112 984)	(130 096)
Distributions des sociétés affiliées, hors dividendes	**157 824**	122 778	40 113
Achats de titres négociables	**(1 433 412)**	(857 786)	(328 852)
Produits des ventes de titres négociables	**1 674 180**	786 492	271 340
Divers – montant net	**16 364**	32 098	11 258
Total des activités d'investissement	**(301 508)**	(574 435)	(1 059 098)
Activités de financement			
Emprunts sur la dette à long terme	**18 547**	4 366	517 222
Remboursements de la dette à long terme	**(185 913)**	(32 381)	(315 319)
Emprunts (remboursements) nets en vertu des accords de ligne de crédit	**(1 357 456)**	483 764	281 669
Rachats d'actions	**(139 112)**	(4 113)	(101 212)
Dividendes en espèces	**(209 425)**	(174 109)	(155 565)
Produit de l'exercice de stock-options	**30 901**	38 817	1 971
Total des activités de financement	**(1 842 458)**	316 344	228 766
Augmentation (diminution) des espèces et quasi-espèces	**(17 787)**	(224 752)	238 844
Espèces et quasi-espèces en début d'exercice	**540 207**	764 959	526 115
Espèces et quasi-espèces en fin d'exercice	**522 420 $**	540 207 $	764 959 $

Voir les notes aux états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES CAPITAUX PROPRES

	Actions ordinaires		Bénéfices	Autres éléments accumulés du résultat global	Total des capitaux
	Actions	Montant	réinvestis	(de la perte globale)	propres
		(en milliers de dollars US)			
Solde au 30 juin 2002	649 993	5 436 151 $	1 567 570 $	(248 900) $	6 754 821 $
Résultat global					
Résultat net			451 145		
Autres éléments du résultat global				81 942	
Total du résultat global					533 087
Dividendes en espèces versés – 0,24 $ US par action			(155 565)		(155 565)
Rachats d'actions	(8 410)	(101 212)			(101 212)
Divers	3 272	38 066			38 066
Solde au 30 juin 2003	644 855	5 373 005	1 863 150	(166 958)	7 069 197
Résultat global					
Résultat net			494 710		
Autres éléments du résultat global				249 913	
Total du résultat global					744 623
Dividendes en espèces versés – 0,27 $ US par action			(174 109)		(174 109)
Rachats d'actions	(309)	(4 113)			(4 113)
Divers	6 202	62 618			62 618
Solde au 30 juin 2004	650 748	5 431 510	2 183 751	82 955	7 698 216
Résultat global					
Résultat net			**1 044 385**		
Autres éléments accumulés du résultat global (de la perte globale)				**(46 338)**	
Total du résultat global					**998 047**
Dividendes en espèces versés – 0,32 $ US par action			**(209 425)**		**(209 425)**
Rachats d'actions	**(7 095)**	**(139 112)**			**(139 112)**
Divers	**6 746**	**93 442**	**(7 696)**		**85 746**
Solde au 30 juin 2005	**650 399**	**5 385 840 $**	**3 011 015 $**	**36 617 $**	**8 433 472 $**

Voir les notes aux états financiers consolidés.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Note 1 – Acquisitions

Les acquisitions opérées en 2005, 2004 et 2003 ont été comptabilisées comme des achats conformément au SFAS Numéro 141 : « *Business Combinations* » (Rapprochements d'entreprises). Conformément au SFAS Numéro 141, les immobilisations et le passif ont fait l'objet d'un ajustement pour refléter leur juste valeur, le reste du prix d'achat, le cas échéant, ayant été enregistré comme survaleur. Les actifs incorporels identifiables achetés dans le cadre de ces acquisitions étaient négligeables.

Acquisitions opérées en 2005

Au cours de 2005, la Société a acquis cinq entreprises pour un montant total de 24 millions de dollars US. Elle n'a comptabilisé aucune survaleur liée à ces acquisitions.

Acquisitions opérées en 2004

Au cours de 2004, la Société a acquis cinq entreprises pour un montant total de 94 millions de dollars US. Elle n'a comptabilisé aucune survaleur liée à ces acquisitions.

Acquisitions opérées en 2003

Le 6 septembre 2002, la Société a acquis l'ensemble des actions de catégorie A en circulation de Minnesota Corn Processors, LLC (MCP) (entreprise d'extraction d'amidon de maïs par voie humide détenant des usines dans le Minnesota et le Nebraska), pour un montant en numéraire de 382 millions de dollars US, et a pris en charge 233 millions de dollars US de la dette à long terme de MCP. Avant le 6 septembre 2002, la Société détenait des actions de catégorie B non assorties de droits de vote qui formaient 30 % du capital en circulation de MCP. Le résultat d'exploitation de MCP est consolidé dans le résultat net de la Société depuis le 6 septembre 2002. Avant cette date, la Société comptabilisait sa participation dans MCP selon la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation.

Le 24 février 2003, la Société a racheté six meuneries de blé situées au Royaume-Uni à Associated British Foods plc (ABF). La Société a acquis les actifs et les stocks des meuneries ABF pour un montant en numéraire d'environ 96 millions de dollars US et n'a pris en charge aucune dette dans le cadre de cette acquisition. Le résultat d'exploitation des meuneries ABF est consolidé dans le résultat net de la Société depuis le 24 février 2003.

En février 2003, la Société a lancé une offre d'achat sur les actions en circulation de Pura plc (Pura), une société basée au Royaume-Uni, produisant et commercialisant de l'huile alimentaire. Avant cette offre, la Société détenait 28 % du capital en circulation de Pura. Elle a versé 58 millions de dollars US en numéraire pour acquérir le reste des actions en circulation. Le résultat d'exploitation de Pura est consolidé dans le résultat net de la Société depuis le 7 avril 2003. Avant cette date, la Société comptabilisait sa participation dans Pura selon la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation.

La Société a comptabilisé une survaleur d'un montant de 120 millions de dollars US liée aux acquisitions menées en 2003.

Note 2 – Titres négociables et quasi-espèces

	Coût	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Juste valeur
2005		*(en milliers de dollars US)*		
Obligations du gouvernement des États-Unis				
Échéance à moins d'un an	**203 157 $**	**226 $**	**(229) $**	**203 154 $**
Échéance entre 5 et 10 ans	**49 355**	**—**	**(66)**	**49 289**
Autres titres de créance				
Échéance à moins d'un an	**168 568**	**—**	**(212)**	**168 356**
Échéance entre 1 an et 5 ans	**41 000**	**—**	**(209)**	**40 791**
Échéance entre 5 et 10 ans	**75 000**	**—**	**(526)**	**74 474**
Échéance à plus de 10 ans	**225 331**	**—**	**(3 885)**	**221 446**
Titres de participation				
Destinés à la vente	**304 430**	**344 700**	**(1 769)**	**647 361**
Négociables	**16 591**	**—**	**—**	**16 591**
	1 083 432 $	**344 926 $**	**(6 896) $**	**1 421 462 $**

	Coût	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Juste valeur
2004		*(en milliers de dollars US)*		
Obligations du gouvernement des États-Unis				
Échéance à moins d'un an	180 472 $	104 $	(135) $	180 441 $
Autres titres de créance				
Échéance à moins d'un an	137 127	2	(125)	137 004
Échéance entre 5 et 10 ans	90 000	—	(2 796)	87 204
Échéance à plus de 10 ans	306 231	—	(4 656)	301 575
Titres de participation				
Destinés à la vente	435 668	326 043	(2 031)	759 680
Négociables	12 929	—	—	12 929
	1 162 427 $	326 149 $	(9 743) $	1 478 833 $

Quatre millions des 7 millions de dollars US de pertes latentes au 30 juin 2005 sont survenus au cours des douze derniers mois, les 3 autres millions de dollars US de pertes latentes étant survenus au cours des 24 derniers mois.

Note 3 – Stocks et produits dérivés

Pour réduire le risque de prix résultant des fluctuations du marché, la Société a généralement pour politique d'utiliser des contrats à terme et options négociés en Bourse pour minimiser la position nette de ses stocks de marchandises agricoles commercialisables et des contrats à terme de vente et d'achat au comptant. La Société aura également recours à des contrats à terme négociés en Bourse et à des contrats d'options dans le cadre de ses stratégies de commercialisation afin d'améliorer ses marges. Les résultats de ces stratégies peuvent être fortement influencés par des facteurs tels que la volatilité du rapport entre la valeur des contrats à terme sur marchandises négociés en Bourse et les prix au comptant des denrées sous-jacentes, la défaillance des contrepartistes et la volatilité des marchés de fret. Les stocks de certaines marchandises agricoles commercialisables, y compris les montants acquis en vertu de contrats de fixation différée du prix, sont inscrits à leur valeur marchande. Les contrats à terme et options négociés en Bourse ainsi que les contrats à terme de vente et d'achat au comptant de marchandises agricoles commercialisables, autres que les contrats de couverture à la juste valeur, sont évalués au prix du marché. Les variations de la valeur marchande des stocks de marchandises agricoles commercialisables, des contrats à terme de vente et d'achat au comptant et des contrats à terme négociés en Bourse sont immédiatement inscrites aux résultats, ce qui donne un coût des marchandises vendues voisin du coût FIFO. Les plus-values latentes sur les contrats à terme de vente et d'achat au comptant, ainsi que sur les contrats à terme négociés en Bourse, représentent la juste valeur de ces instruments et sont classées dans les comptes débiteurs du bilan de la Société. Les moins-values latentes sur les contrats à terme de vente et d'achat au comptant, ainsi que sur les contrats à terme négociés en Bourse, représentent la juste valeur de ces instruments et sont classées dans les comptes créditeurs du bilan de la Société.

La Société évalue aussi certains stocks au moindre coût, établi soit selon la méthode LIFO ou FIFO, soit selon la valeur marchande.

	2005	2004
	(en milliers de dollars US)	
Stocks – LIFO		
Valeur – FIFO	**339 964 $**	560 442 $
Provision pour moins-value – LIFO	**(20 732)**	(134 607)
Valeur comptable des stocks – LIFO	**319 232**	425 835
Stocks – FIFO	**1 292 822**	1 366 755
Stocks – valeur marchande	**2 294 644**	2 799 058
	3 906 698 $	4 591 648 $

La Société négocie de temps en temps des contrats à terme afin de fixer le prix d'achat des volumes de marchandises qu'elle envisage d'acheter et de transformer au cours d'un mois ultérieur. La Société utilise également des contrats à terme, options et options d'échange afin de fixer le prix d'achat des besoins en gaz naturel anticipés par la Société pour certaines unités de production. Par ailleurs, certains contrats de vente d'éthanol conclus par la Société sont indexés sur les prix de l'essence sans plomb. La Société a recours à des contrats à terme et options pour établir le prix de vente des volumes escomptés de ces ventes d'éthanol dans les mois à venir. Ces instruments dérivés sont désignés comme couvertures de flux de trésorerie. Les variations de la valeur marchande de ces contrats d'instruments dérivés ont toujours été, et devraient continuer de se montrer très efficaces pour compenser les fluctuations de prix du produit faisant l'objet de la couverture. Les montants représentant l'inefficacité de ces couvertures de flux de trésorerie sont négligeables. Les plus et moins-values découlant des opérations de couverture ouvertes et fermées sont reportées dans les autres éléments du résultat global (de la perte globale), déduction faite des impôts sur les bénéfices applicables, et comptabilisées dans l'état des résultats comme composante du coût des produits vendus quand le produit faisant l'objet de la couverture est constaté. Au 30 juin 2005, la Société a comptabilisé une plus-value après impôts de 6 millions de dollars US dans les autres éléments du résultat global (de la perte globale) en rapport avec les plus et moins-values des opérations de couverture des flux de trésorerie. La Société prévoit de constater 1 million de dollars US de ces plus-values après impôts dans l'état des résultats au cours de l'exercice 2006 et les 5 millions restants dans l'état des résultats des deux premiers trimestres de l'exercice 2007.

Note 4 – Placements dans des sociétés affiliées et avances à celles-ci

La Société possède des participations dans plusieurs sociétés affiliées non contrôlées, comptabilisées selon la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation. Aux 30 juin 2005 et 2004, la Société comptait respectivement 83 et 85 sociétés affiliées non consolidées situées en Amérique du Nord et du Sud, en Afrique, en Europe et en Asie. Au cours de l'exercice 2005, la Société a acquis des participations majoritaires dans 3 sociétés affiliées précédemment non consolidées, a effectué des investissements initiaux dans 7 sociétés affiliées non consolidées et a liquidé sa participation dans 6 sociétés affiliées. Le tableau ci-dessous résume les bilans combinés et les états des résultats combinés des sociétés affiliées non consolidées de la Société au 30 juin pour chaque exercice de la période de trois ans clôturée le 30 juin 2005.

	2005	2004	2003
		(en milliers de dollars US)	
Actif à court terme	**6 240 670 $**	5 159 660 $	
Actif à long terme	**7 384 141**	8 305 256	
Passif à court terme	**4 746 450**	3 983 022	
Passif à long terme	**1 912 285**	1 939 453	
Participations minoritaires	**430 530**	369 991	
Actif net	**6 535 546 $**	7 172 450 $	
Chiffre d'affaires net	**20 214 914 $**	17 744 217 $	17 181 800 $
Marge bénéficiaire brute	**2 310 413**	1 991 947	2 037 875
Bénéfice (perte) net(te)	**757 539**	819 201	(62 707)

Les bénéfices non répartis des sociétés affiliées non consolidées de la Société s'élevaient à 436 millions de dollars US au 30 juin 2005.

Deux sociétés affiliées étrangères dont la valeur comptable pour la Société est de 406 millions de dollars US affichent une valeur marchande de 384 millions de dollars US selon les prix du marché et les taux de change au 30 juin 2005.

Note 5 – Survaleur et autres actifs incorporels

La Société comptabilise ses survaleurs et autres actifs incorporels conformément au SFAS Numéro 142 (SFAS 142) « *Goodwill and Other Intangible Assets* » (Survaleurs et autres actifs incorporels). Selon cette norme, les survaleurs et les actifs incorporels réputés avoir une durée de vie indéfinie ne sont pas amortis mais sont soumis à des tests de dépréciation annuels. Les actifs incorporels dont la durée de vie utile peut être déterminée seront amortis sur ladite durée de vie utile.

Les soldes de survaleur par segment attribuables aux entreprises consolidées et aux investissements dans des sociétés affiliées sont indiqués dans le tableau ci-dessous.

	Entreprises consolidées	Investissements dans des sociétés affiliées	Total
2005	*(en milliers de dollars US)*		
Transformation des graines oléagineuses	**12 279 $**	**9 141 $**	**21 420 $**
Transformation du maïs	**76 961**	**7 074**	**84 035**
Services agricoles	**6 771**	**8 670**	**15 441**
Divers	**137 151**	**67 120**	**204 271**
Total	**233 162 $**	**92 005 $**	**325 167 $**

	Entreprises consolidées	Investissements dans des sociétés affiliées	Total
2004	*(en milliers de dollars US)*		
Transformation des graines oléagineuses	12 419 $	6 618 $	19 037 $
Transformation du maïs	76 961	7 074	84 035
Services agricoles	6 771	7 963	14 734
Divers	140 811	78 857	219 668
Total	236 962 $	100 512 $	337 474 $

Les variations de survaleur en 2005 sont principalement liées à la finalisation de la répartition des prix d'achat des acquisitions et aux ajustements de change. Les autres éléments d'actif incorporels de la Société sont négligeables.

Note 6 – Dette et structures de financement

	2005	2004
	(en milliers de dollars US)	
Obligations non garanties, 5,935 % d'une valeur nominale de 500 millions $ US, échéant en 2032	**493 491 $**	493 252 $
Obligations non garanties, 7,0 % d'une valeur nominale de 400 millions $ US, échéant en 2031	**397 569**	397 475
Obligations non garanties, 7,5 % d'une valeur nominale de 350 millions $ US, échéant en 2027	**348 076**	348 041
Obligations non garanties, 8,875 % d'une valeur nominale de 300 millions $ US, échéant en 2011	**299 053**	298 933
Obligations non garanties, 8,125 % d'une valeur nominale de 300 millions $ US, échéant en 2012	**298 827**	298 706
Obligations non garanties, 6,625 % d'une valeur nominale de 300 millions $ US, échéant en 2029	**298 677**	298 655
Obligations non garanties, 8,375 % d'une valeur nominale de 300 millions $ US, échéant en 2017	**295 568**	295 356
Obligations non garanties, 7,125 % d'une valeur nominale de 250 millions $ US, échéant en 2013	**249 636**	249 601
Obligations non garanties, 6,95 % d'une valeur nominale de 250 millions $ US, échéant en 2097	**246 270**	246 241
Obligations non garanties, 6,75 % d'une valeur nominale de 200 millions $ US, échéant en 2027	**196 222**	196 107
Divers	**629 689**	778 303
Total de la dette à long terme	**3 753 078**	3 900 670
Tranches de la dette à long terme échéant à moins d'un an	**(222 938)**	(160 795)
	3 530 140 $	3 739 875 $

Au 30 juin 2005, la juste valeur de la dette à long terme de la Société dépassait de 779 millions de dollars US la valeur comptable, telle qu'est estimée en utilisant les cours du marché ou les flux de trésorerie futurs actualisés basés sur les taux d'emprunt différentiels actuels de la Société pour des structures d'emprunt analogues.

Les tranches globales de la dette à long terme pour les cinq exercices après le 30 juin 2005 sont respectivement de 223 millions, 72 millions, 70 millions, 36 millions et 43 millions de dollars US.

Au 30 juin 2005, la Société avait gagé certaines immobilisations corporelles d'une valeur comptable de 504 millions de dollars US en garantie de certaines dettes à long terme.

Au 30 juin 2005, la Société détenait des lignes de crédit totalisant 3,5 milliards de dollars US, dont 3,1 milliards de dollars US étaient inutilisés. Le taux d'intérêt moyen pondéré sur les emprunts à court terme en cours aux 30 juin 2005 et 2004 s'élevait respectivement à 3,75 % et 1,46 %.

Note 7 – Capitaux propres

La Société a autorisé un milliard d'actions ordinaires et 500 000 actions privilégiées, chacune sans valeur nominale. Aucune action privilégiée n'a été émise. Aux 30 juin 2005 et 2004, la Société comptait respectivement environ 21,5 millions et 21,2 millions d'actions autodétenues. Les actions autodétenues, s'élevant à 315 millions de dollars US au 30 juin 2005 et 259 millions de dollars US au 30 juin 2004, sont inscrites au coût d'acquisition et viennent minorer les actions ordinaires.

Les plans de stock-options permettent aux employés d'acheter des actions ordinaires de la Société à la valeur marchande à la date d'attribution des options conformément au programme de stock-options de 1996, au programme de rémunération incitative de 1999 et au programme de rémunération incitative de 2002 de la Société. Les options expirent cinq à dix ans après la date d'attribution, et les exigences d'acquisition des droits aux termes des programmes varient entre quatre et neuf ans selon les conditions des options concernées.

Les programmes de rémunération incitative de 1999 et de 2002 de la Société prévoient l'attribution gratuite de rémunérations à base d'actions assorties de restrictions à certains dirigeants et employés clés. Les actions ainsi attribuées sont émises sous forme d'actions ordinaires et sont acquises au terme d'une période de restriction de trois ans. À l'émission de stock-options assorties de restrictions, une rémunération non gagnée égale au cours du marché des actions à la date de l'attribution est imputée aux capitaux propres et amortie au poste des charges de rémunération tout au long de la période d'acquisition. Au cours des exercices 2005, 2004 et 2003, 2,5 millions, 1,1 million et 1 million d'actions ordinaires ont été respectivement attribués comme rémunération à base d'actions.

Au 30 juin 2005, 0,4 million, 0,9 million et 17,6 millions d'actions étaient disponibles pour attribution future conformément aux programmes de 1996, de 1999 et de 2002 respectivement. Le tableau suivant présente la variation des plans de stock-options au cours des exercices indiqués :

	2005		2004		2003	
	Nombre d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré par action	Nombre d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré par action	Nombre d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré par action
	(en milliers de dollars US, sauf montants par action)					
Options en cours – au début de l'exercice	**11 102**	**11,73 $**	14 463	11,54 $	10 581	11,62 $
Attribuées	**3 093**	**15,74**	1 446	13,65	4 439	11,30
Exercées	**(3 278)**	**10,79**	(3 931)	11,58	(228)	9,32
Annulées	**(394)**	**11,89**	(876)	12,41	(329)	12,75
Options en cours – à la fin de l'exercice	**10 523**	**13,19 $**	11 102	11,73 $	14 463	11,54 $
Options exerçables – à la fin de l'exercice	**2 307**	**11,72 $**	3 880	10,77 $	5 445	11,40 $

Au 30 juin 2005, la fourchette des prix d'exercice et la durée contractuelle restante moyenne pondérée des options en circulation étaient respectivement de 8,33 dollars US à 24,26 dollars US et de six ans. La fourchette de prix de la quasi-totalité des options en cours et exerçables au 30 juin 2005 se situe entre 11 et 16 dollars US. La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours des exercices 2005, 2004 et 2003 est respectivement de 5,41 dollars US, 4,72 dollars US et 3,20 dollars US.

Note 8 – Autres éléments accumulés du résultat global (de la perte globale)

Le tableau ci-dessous présente les données relatives aux autres éléments accumulés du résultat global (de la perte globale) :

	Ajustement de change	Plus(moins)-value différée sur activités de couverture	Ajustement du passif minimal au titre des régimes de retraite	Plus(moins)-value latente sur placements	Autres éléments accumulés du résultat global (de la perte globale)
			(en milliers de dollars US)		
Solde au 30 juin 2002	(373 212) $	41 212 $	(24 716) $	107 816 $	(248 900) $
Plus(moins)-values latentes	250 211	22 834	(188 080)	(34 513)	50 452
(Plus)moins-values reclassées dans le résultat net		(66 391)		(7 892)	(74 283)
Incidence fiscale		16 519	71 333	17 921	105 773
Montant déduction faite des impôts et taxes	250 211	(27 038)	(116 747)	(24 484)	81 942
Solde au 30 juin 2003	(123 001)	14 174	(141 463)	83 332	(166 958)
Plus(moins)-values latentes	97 044	14 292	19 227	250 876	381 439
(Plus)moins-values reclassées dans le résultat net		(22 834)		(11 042)	(33 876)
Incidence fiscale		3 379	(9 330)	(91 699)	(97 650)
Montant déduction faite des impôts et taxes	97 044	(5 163)	9 897	148 135	249 913
Solde au 30 juin 2004	**(25 957)**	**9 011**	**(131 566)**	**231 467**	**82 955**
Plus(moins)-values latentes	**8 528**	**9 677**	**(53 274)**	**33 655**	**(1 414)**
(Plus)moins-values reclassées dans le résultat net		**(14 292)**		**(35 889)**	**(50 181)**
Incidence fiscale		**1 705**	**19 685**	**(16 133)**	**5 257**
Montant déduction faite des impôts et taxes	**8 528**	**(2 910)**	**(33 589)**	**(18 367)**	**(46 338)**
Solde au 30 juin 2005	**(17 429) $**	**6 101 $**	**(165 155) $**	**213 100 $**	**36 617 $**

Note 9 – Autres charges (produits) – montant net

	2005	2004	2003
	(en milliers de dollars US)		
Intérêts débiteurs	**326 580 $**	341 991 $	359 971 $
Revenus de placements	**(135 346)**	(116 352)	(121 887)
(Plus) moins-values nettes sur les opérations sur titres négociables	**(113 299)**	(23 968)	363
Quote-part des (bénéfices) pertes des sociétés affiliées non consolidées	**(228 865)**	(180 716)	(65 991)
Divers – montant net	**(14 917)**	7 525	(23 985)
	(165 847) $	28 480 $	148 471 $

Les intérêts débiteurs sont présentés déduction faite des intérêts capitalisés de 11 millions, 7 millions et 4 millions de dollars US respectivement en 2005, 2004 et 2003.

La Société a effectué des paiements d'intérêt de 326 millions, 361 millions et 345 millions de dollars US respectivement en 2005, 2004 et 2003.

Les plus-values réalisées sur cession de titres négociables destinés à la vente se sont élevées à 114 millions, 24 millions et 4 millions de dollars US respectivement en 2005, 2004 et 2003. Les moins-values réalisées ont atteint 1 million et 4 millions de dollars US respectivement en 2005 et 2003.

Note 10 – Impôts sur les bénéfices

Aux fins de présentation de l'information financière, le résultat avant impôts sur les bénéfices comprend les éléments suivants :

	2005	2004	2003
	(en milliers de dollars US)		
États-Unis	**977 966 $**	369 153 $	356 654 $
Étranger	**538 409**	348 858	274 319
	1 516 375 $	718 011 $	630 973 $

Principaux éléments des impôts sur les bénéfices :

	2005	2004	2003
	(en milliers de dollars US)		
Exigibles			
Impôt fédéral	**188 456 $**	159 450 $	13 653 $
Impôt d'État	**39 752**	19 770	1 229
Étranger	**2 111**	141 985	60 881
Différés			
Impôt fédéral	**135 806**	(50 601)	92 518
Impôt d'État	**5 576**	(3 312)	9 125
Étranger	**100 289**	(43 991)	2 422
	471 990 $	223 301 $	179 828 $

Principaux éléments des passifs et actifs d'impôts différés de la Société :

	2005	2004
	(en milliers de dollars US)	
Passifs d'impôts différés		
Amortissement	**674 927 $**	635 238 $
Amortissement de la prime d'émission	**22 760**	24 712
Plus-value latente sur titres négociables	**137 025**	108 753
Quote-part des bénéfices des sociétés affiliées	**95 777**	93 363
Divers	**72 333**	131 248
	1 002 822	993 314
Actifs d'impôts différés		
Prestations et avantages complémentaires de retraite	**148 728**	134 410
Réserves et autres produits à recevoir	**20 155**	165 713
Divers	**59 368**	118 084
	228 251	418 207
Passifs d'impôts différés nets	**774 571**	575 107
Actifs d'impôts différés nets exigibles inclus dans les autres actifs	**4 856**	78 727
Passifs d'impôts différés nets à long terme	**779 427 $**	653 834 $

Rapprochement du taux d'imposition fédéral prévu par la loi et du taux d'imposition effectif de la Société sur les bénéfices :

	2005	2004	2003
Taux prévu par la loi	**35,0 %**	35,0 %	35,0 %
Mesures fiscales incitatives à l'exportation	**(2,6)**	(5,0)	(4,2)
Impôts sur les bénéfices d'État, déduction faite de l'avantage fiscal fédéral	**1,4**	1,9	0,8
Bénéfices réalisés à l'étranger imposés à des taux autres que ceux prévus par la loi aux É.-U.	**(4,0)**	(3,8)	(5,5)
Divers	**1,3**	3,0	2,4
Taux effectif	**31,1 %**	31,1 %	28,5 %

La Société a effectué des paiements d'impôts sur les bénéfices de 238 millions, 273 millions, et 124 millions de dollars US respectivement en 2005, 2004 et 2003.

La Société compte des actifs d'impôts de 105 millions et 81 millions de dollars US pour reports de perte d'exploitation nette liés à certaines filiales internationales aux 30 juin 2005 et 2004 respectivement. Au 30 juin 2005, environ 88 millions de dollars de ces actifs n'ont pas de date d'expiration et les 17 millions restants expirent à des dates diverses jusqu'à l'exercice 2011. L'utilisation annuelle de certains de ces actifs est limitée à un pourcentage du bénéfice imposable de la filiale concernée pour l'exercice en question. La Société a enregistré une provision pour moins-value de 83 millions et 70 millions de dollars US sur ces actifs d'impôts aux 30 juin 2005 et 2004 respectivement, en raison du caractère incertain de leur réalisation. La Société compte également 18 millions de dollars d'actifs d'impôts liés à un excédent de crédits d'impôts étrangers qui expirera au cours de l'exercice 2013.

Les bénéfices non répartis des filiales et des sociétés communes étrangères de la Société ont été comptabilisés selon la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation pour un total d'environ 1,7 milliard de dollars US au 30 juin 2005. Ces bénéfices sont considérés comme définitivement réinvestis et, par conséquent, aucune provision pour impôts sur les bénéfices américains n'a été constituée. Il est impossible de déterminer le passif d'impôts différés lié aux écarts temporaires touchant ces bénéfices non répartis.

Note 11 – Contrats de location

La Société loue des installations de fabrication et d'entreposage, des biens immobiliers, des biens de transport et d'autres équipements en vertu de contrats de location-exploitation, qui expirent à diverses dates jusqu'en 2076. Les frais de location en 2005, 2004 et 2003 étaient respectivement de 116 millions, 121 millions et 98 millions de dollars US. Voici les charges locatives minimales futures en vertu des contrats de location-exploitation non résiliables, d'une durée initiale ou résiduelle de plus d'un an :

Exercices	*(en milliers de dollars US)*
2006	64 976 $
2007	51 585
2008	38 119
2009	31 490
2010	21 771
Par la suite	112 722
Total des charges locatives minimales	320 663 $

Note 12 – Régimes d'avantages sociaux des employés

La Société offre des prestations de retraite à la quasi-totalité de ses employés aux États-Unis et à certains employés de ses filiales internationales. La Société offre également à la quasi-totalité de ses employés salariés aux États-Unis des prestations complémentaires pour soins de santé et d'assurance-vie après le départ à la retraite.

La Société offre des régimes d'épargne et de placement aux employés. Elle propose également des régimes d'actionnariat à des employés qui remplissent les conditions requises. La Société cotise aux fonds un nombre d'actions égal aux cotisations des employés qui remplissent les conditions requises. Les employés ont le choix de conserver les actions de la Société au sein de leur compte ou d'opérer une diversification en choisissant d'autres options de placement. Les charges sont mesurées et comptabilisées en fonction de la juste valeur de marché des actions cotisées chaque mois aux régimes. Le nombre d'actions destinées aux fonds de retraite est négligeable comparé au nombre d'actions en circulation durant les périodes présentées. Les actifs des fonds de retraite à cotisations déterminées de la Société sont essentiellement composés d'actions ordinaires cotées et de fonds de placement. Au 30 juin 2005, les régimes de retraite à cotisations déterminées de la Société comptaient 22,6 millions d'actions ordinaires de la Société d'une valeur marchande de 484 millions de dollars US. Au cours de l'exercice clôturé le 30 juin 2005, les dividendes en espèces reçus sur les actions ordinaires de la Société par ces régimes se sont élevés à 7 millions de dollars US.

	Prestations de retraite			Avantages complémentaires de retraite		
	2005	2004	2003	**2005**	2004	2003
	(en milliers de dollars US)			*(en milliers de dollars US)*		
Charges relatives aux régimes de retraite						
Régimes à prestations déterminées :						
Coût des services rendus (prestations acquises durant la période)	**58 092 $**	48 749 $	33 414 $	**6 467$**	6 121 $	7 135 $
Intérêts débiteurs	**79 267**	70 133	64 287	**7 704**	7 711	8 449
Rendement prévu de l'actif des fonds de retraite	**(68 259)**	(57 947)	(63 268)	**—**	—	—
Amortissement de la moins (plus)-value latente au titre des fonds de retraite	**32 582**	23 865	5 721	**91**	61	(2)
Autres amortissements	**4 273**	3 721	2 193	**(1 116)**	(1 116)	539
Charges périodiques nettes des régimes à prestations déterminées	**105 955**	88 521	42 347	**13 146**	12 777	16 121
Régimes à cotisations déterminées :	**25 046**	23 622	22 833	—	—	—
Charges globales relatives aux régimes de retraite	**131 001 $**	112 143$	65 180 $	**13 146 $**	12 777 $	16 121 $

La Société emploie le 31 mars comme date de mesure pour la quasi-totalité des régimes à prestations déterminées. Les tableaux ci-dessous présentent les variations des engagements au titre des régimes de retraite à prestations déterminées et de la juste valeur de l'actif des régimes de retraite à prestations déterminées :

	Prestations de retraite		Avantages complémentaires de retraite	
	2005	2004	**2005**	2004
	(en milliers de dollars US)		*(en milliers de dollars US)*	
Engagements au titre des retraites, en début d'exercice	**1 398 429 $**	1 131 532 $	**136 403 $**	125 765 $
Coût des services rendus	**58 092**	48 681	**6 467**	6 121
Intérêts débiteurs	**79 267**	70 133	**7 704**	7 711
Moins (plus)-values latentes au titre des fonds de retraite	**83 093**	112 576	**5 636**	1 561
Prestations versées	**(56 158)**	(44 712)	**(5 112)**	(4 758)
Modifications des régimes	**8 328**	28 478	**(89)**	—
Acquisitions	**21 561**	34 879	**—**	—
Effets de change	**6 776**	16 862	**55**	3
Engagements au titre des retraites, en fin d'exercice	**1 599 388 $**	1 398 429 $	**151 064 $**	136 403 $
Juste valeur de l'actif des fonds de retraite, en début d'exercice	**912 549 $**	637 121 $	**— $**	— $
Rendement réel de l'actif des fonds de retraite	**96 860**	151 027	**—**	—
Cotisations de l'employeur	**99 961**	110 556	**5 112**	4 758
Prestations versées	**(56 158)**	(43 401)	**(5 112)**	(4 758)
Modifications des régimes	**3 417**	18 443	**—**	—
Acquisitions	**5 247**	27 397	**—**	—
Effets de change	**6 505**	11 406	**—**	—
Juste valeur de l'actif des fonds de retraite, en fin d'exercice	**1 068 381 $**	912 549 $	**— $**	— $
Situation de capitalisation	**(531 007) $**	(485 880)$	**(151 064) $**	(136 403)$
Somme transitoire non amortie	**(553)**	(929)	—	—
Moins-value nette non comptabilisée	**436 401**	411 500	**20 257**	14 751
Coût des services passés non comptabilisé	**42 901**	42 615	**(11 167)**	(12 283)
Ajustement des cotisations du quatrième trimestre	**1 758**	2 682	**—**	—
Passif des fonds de retraite comptabilisé au bilan	**(50 500) $**	(30 012)$	**(141 974) $**	(133 935)$
Coût des prestations payées d'avance	**23 586 $**	67 721 $	**— $**	— $
Passif au titre des prestations constituées – moins d'un an	**(196 925)**	(86 511)	**—**	—
Passif au titre des prestations constituées – long terme	**(179 333)**	(261 909)	**(141 974)**	(133 935)
Actif incorporel	**42 604**	42 018	**—**	—
Autres éléments accumulés de la perte globale	**259 568**	208 669	**—**	—
Montant net comptabilisé, 30 juin	**(50 500) $**	(30 012)$	**(141 974) $**	(133 935) $

Le tableau ci-dessous présente les principales hypothèses utilisées pour établir les engagements au titre des retraites et les charges de retraite périodiques nettes :

	Prestations de retraite		Avantages complémentaires de retraite	
	2005	2004	**2005**	2004
Taux d'actualisation	**5,4 %**	5,6 %	**5,8 %**	5,8 %
Rendement prévu de l'actif des fonds de retraite	**7,2 %**	7,4 %	**S.O.**	S.O.
Taux d'augmentation de la rémunération	**3,7 %**	4,1 %	**S.O.**	S.O.

Les engagements au titre des prestations prévues, les engagements au titre des prestations constituées et la juste valeur de l'actif des fonds de retraite, dont les engagements au titre des prestations prévues en sus de l'actif des fonds de retraite, étaient de 1,5 milliard, 1,3 milliard et 980 millions de dollars US, respectivement, au 30 juin 2005, et de 1,3 milliard, 1,2 milliard et 834 millions de dollars US, respectivement, au 30 juin 2004. Les engagements au titre des prestations prévues, les engagements au titre des prestations constituées et la juste valeur de l'actif des fonds de retraite, dont les engagements au titre des prestations constituées en sus de l'actif des fonds de retraite, étaient de 1,3 milliard, 1,2 milliard et 835 millions de dollars US, respectivement, au 30 juin 2005, et de 1,2 milliard, 1 milliard et 703 millions de dollars US, respectivement, au 30 juin 2004. Les engagements au titre des prestations constituées de tous les fonds de retraite aux 30 juin 2005 et 2004 s'élevaient à 1,4 milliard et 1,2 milliard de dollars US respectivement.

Aux fins de l'évaluation des avantages complémentaires de retraite, le taux annuel d'augmentation du coût par personne des prestations pour soins de santé couverts a été établi à 10,5 % pour 2005. Le taux devrait diminuer graduellement jusqu'à 5,0 % en 2011 et rester stable par la suite.

Les taux de croissance ou de décroissance hypothétiques du coût des soins de santé ont une incidence importante sur les montants des régimes de soins de santé. Voici l'incidence d'une variation de 1 % de ces taux :

	Augmentation de 1 %	Diminution de 1 %
	(en milliers de dollars US)	
Incidence sur l'ensemble des composantes du coût des services rendus et des intérêts débiteurs	1 768 $	(1 550) $
Incidence sur les engagements au titre des avantages complémentaires de retraite	15 777 $	(14 219) $

Actif des fonds de retraite

Le tableau suivant illustre la répartition d'actifs effective et l'allocation d'actifs ciblée pour l'actif global des fonds de retraite de la Société :

	2005	Répartition d'actifs ciblée
Titres de participation†	54 %	54 %
Titres de créance	45 %	45 %
Divers	1 %	1 %
Total	100 %	100 %

† Au 30 juin 2005, les régimes de retraite de la Société possédaient 3,4 millions d'actions ordinaires de la Société d'une valeur marchande de 72 millions de dollars US. Au cours de l'exercice clôturé le 30 juin 2005, les dividendes en espèces reçus sur les actions ordinaires de la Société par ces régimes se sont élevés à 1 million de dollars US.

Les objectifs de placement de l'actif des fonds de retraite de la Société sont les suivants :

- Optimiser le rendement à long terme de l'actif des fonds de retraite tout en conservant un niveau de risque acceptable.
- Maintenir une large diversification à travers les catégories d'actifs et les gestionnaires de placements.
- Assurer un contrôle soigneux du niveau de risque au sein de chaque catégorie d'actifs.
- Viser avant tout un objectif de rendement à long terme.

Les objectifs de répartition d'actifs privilégient un rendement estimé et une volatilité optimums au regard de l'horizon à long terme auquel répondent les engagements des régimes de retraite. La sélection de la répartition d'actifs ciblée des régimes de retraite repose sur une analyse du rapport risque/rendement prévu de chaque catégorie d'actifs, ainsi que sur la corrélation des rendements à travers les catégories d'actifs.

Les directives de placement sont établies avec chaque gestionnaire de placement. Ces directives indiquent les paramètres selon lesquels les gestionnaires de placement s'engagent à opérer, y compris les critères de détermination des valeurs convenant à des placements ou non, les exigences en matière de diversification et les normes de qualité de crédit, le cas échéant. Dans certains pays, des produits dérivés peuvent être employés pour assurer une exposition au marché de manière efficace et rapide. Toutefois, le recours aux produits dérivés visant à faire usage de l'effet de levier au sein du portefeuille au-delà de la valeur de marché des placements sous-jacents n'est pas permis.

Des consultants externes surveillent la stratégie de placement et la combinaison d'actifs les plus appropriées pour l'actif des fonds de retraite de la Société. Afin d'établir ses prévisions de taux de rendement à long terme de la Société sur l'actif des fonds de retraite, la Société emploie les données historiques de rendement à long terme pour la combinaison d'actifs identifiée dans les études d'actif et de passif. Des ajustements sont ensuite apportés lorsque la Société le juge nécessaire au regard de changements de prévision des performances d'investissement futures sur les marchés de placement dans leur ensemble. Le taux de rendement à long terme estimé, utilisé pour calculer les charges de retraite périodiques nettes de 2005 pour les régimes de retraite, était de 7,2 %.

Cotisations et paiements de prestations futures prévus

La Société prévoit de cotiser à hauteur de 197 millions de dollars US aux régimes de retraite et à hauteur de 6 millions de dollars US au régime d'avantages complémentaires de retraite au cours de l'exercice 2006.

Le règlement des prestations suivantes, qui reflètent des prévisions de services à venir, est prévu :

	Prestations de retraite	Avantages complémentaires de retraite
	(en milliers de dollars US)	
2006	56 901 $	5 698 $
2007	61 321	5 687
2008	64 544	6 463
2009	68 500	7 441
2010	72 896	8 689
2011 – 2015	501 793	62 502

Note 13 – Information sectorielle et géographique

La Société se consacre principalement à la fourniture, au transport, à l'entreposage, à la transformation et à la commercialisation de marchandises et produits agricoles. Les activités de la Société se répartissent entre trois secteurs d'activité distincts : Transformation des graines oléagineuses, Transformation du maïs et Services agricoles. Chacun de ces secteurs est organisé en fonction de la nature des produits et des services fournis. Les activités restantes de la Société sont regroupées dans le secteur Divers.

Le secteur Transformation des graines oléagineuses comprend les activités liées à la transformation des graines oléagineuses (telles que les fèves de soja, les graines de coton et de tournesol, le canola, les cacahuètes et les graines de lin) en huiles et tourteaux végétaux essentiellement destinés à l'alimentation humaine et animale. Les graines oléagineuses peuvent par ailleurs être revendues sur le marché comme matière première pour d'autres transformateurs. L'huile végétale brute peut être vendue telle quelle, ou faire l'objet d'une transformation supplémentaire par raffinage, décoloration et désodorisation pour en faire de l'huile de table. Les huiles de table peuvent ensuite être encore transformées par hydrogénation et/ou interestérification en margarine, graisse végétale et autres produits alimentaires. L'huile partiellement raffinée est également vendue pour entrer dans la composition de produits chimiques, peintures et autres produits industriels. L'huile raffinée peut faire l'objet de transformations supplémentaires qui la destinent à entrer dans le processus de production du biodiesel. Les tourteaux de graines oléagineuses sont des ingrédients de base employés dans la fabrication de nourriture pour le bétail et la volaille.

Le secteur Transformation du maïs comprend les activités liées à la production d'édulcorants, d'amidons, de dextrose et de sirops destinés au secteur de l'alimentation et des boissons, ainsi que les activités liées à la production par fermentation des bioproduits tels que l'alcool, les acides aminés et autres aliments de spécialité et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale.

Le secteur Services agricoles utilise l'important réseau de silos-élévateurs et de transport de la Société pour acheter, entreposer, nettoyer et transporter des marchandises agricoles telles que les graines oléagineuses, le maïs, le blé, le sorgho, l'avoine et l'orge, et il revend ces marchandises principalement sous forme d'ingrédients alimentaires pour animaux et matières premières pour l'industrie de transformation alimentaire. Le réseau de collecte et de transport des céréales des Services agricoles assure des services fiables et efficaces aux activités de transformation agricole de la Société. Les activités d'A.C. Toepfer International, entreprise internationale spécialisée dans la commercialisation de denrées et produits transformés agricoles, sont également comprises dans les Services agricoles.

Le secteur Divers comprend le reste des activités de la Société, à savoir essentiellement les activités liées aux ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale et les activités financières. Les premières comprennent la Transformation du blé, avec des activités liées à la production de farine de blé ; la Transformation du cacao, avec des activités liées à la production de produits chocolatés et à base de cacao ; la production de produits de santé et d'alimentation naturels et la production d'autres aliments de spécialité et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale. Les activités financières regroupent les activités de banque, d'assurance captive, de placements en fonds d'actions privés et de négociateur de contrats à terme.

Les ventes intragroupes ont été enregistrées à des montants voisins des prix du marché. Le bénéfice d'exploitation de chacun des secteurs est calculé d'après le chiffre d'affaires net, déduction faite des charges d'exploitation identifiables, y compris les charges d'intérêt liées à l'emploi du fonds de roulement. Le bénéfice d'exploitation comprend également la quote-part des bénéfices (pertes) des sociétés affiliées relative à chaque secteur, selon la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation. Les charges générales du siège social, les revenus de placement, les intérêts débiteurs non affectés, les opérations sur titres négociables et les ajustements des stocks FIFO et LIFO ont été exclus des activités sectorielles et classés sous Siège social.

Information sectorielle

	2005	2004	2003
		(en milliers de dollars US)	
Ventes aux clients externes			
Transformation des graines oléagineuses	**11 803 309 $**	12 049 250 $	9 773 379 $
Transformation du maïs	**4 363 924**	4 005 181	3 058 686
Services agricoles	**15 198 831**	15 638 341	13 557 946
Divers	**4 577 746**	4 458 622	4 318 022
Total	**35 943 810 $**	36 151 394 $	30 708 033 $
Ventes intragroupes			
Transformation des graines oléagineuses	**158 519 $**	178 056$	123 243 $
Transformation du maïs	**398 252**	315 173	244 039
Services agricoles	**1 084 477**	2 192 090	1 425 883
Divers	**109 268**	108 655	101 822
Total	**1 750 516 $**	2 793 974 $	1 894 987 $
Chiffre d'affaires net			
Transformation des graines oléagineuses	**11 961 828 $**	12 227 306 $	9 896 622 $
Transformation du maïs	**4 762 176**	4 320 354	3 302 725
Services agricoles	**16 283 308**	17 830 431	14 983 829
Divers	**4 687 014**	4 567 277	4 419 844
Élimination intragroupe	**(1 750 516)**	(2 793 974)	(1 894 987)
Total	**35 943 810 $**	36 151 394 $	30 708 033 $

	2005	2004	2003
		(en milliers de dollars US)	
Intérêts débiteurs			
Transformation des graines oléagineuses	**51 994 $**	36 942 $	35 433 $
Transformation du maïs	**19 600**	9 931	14 124
Services agricoles	**42 620**	43 424	50 024
Divers	**77 956**	56 387	62 760
Siège social	**134 410**	195 307	197 630
Total	**326 580 $**	341 991 $	359 971 $
Amortissement			
Transformation des graines oléagineuses	**162 290 $**	168 836 $	154 514 $
Transformation du maïs	**265 419**	268 968	246 851
Services agricoles	**74 124**	79 987	77 636
Divers	**139 502**	144 625	142 513
Siège social	**23 317**	23 197	22 101
Total	**664 652 $**	685 613 $	643 615 $
Quote-part des bénéfices (pertes) des sociétés affiliées			
Transformation des graines oléagineuses	**18 346 $**	30 475 $	51 411 $
Transformation du maïs	**39 962**	33 286	39 825
Services agricoles	**17 879**	12 359	953
Divers	**106 443**	88 919	(35 147)
Siège social	**46 235**	15 677	8 949
Total	**228 865 $**	180 716 $	65 991 $
Bénéfice d'exploitation			
Transformation des graines oléagineuses	**344 654 $**	290 732 $	337 089 $
Transformation du maïs	**530 233**	660 947	358 700
Services agricoles	**261 659**	249 863	92 124
Divers	**414 394**	359 469	221 999
Total du bénéfice d'exploitation	**1 550 940**	1 561 011	1 009 912
Siège social	**(34 565)**	(843 000)	(378 939)
Résultat avant impôts sur les bénéfices	**1 516 375 $**	718 011 $	630 973 $
Placements dans des sociétés affiliées et avances à celles-ci			
Transformation des graines oléagineuses	**356 124 $**	321 333 $	
Transformation du maïs	**163 817**	147 950	
Services agricoles	**207 805**	180 952	
Divers	**805 527**	881 108	
Siège social	**346 228**	301 276	
Total	**1 879 501 $**	1 832 619 $	
Actifs incorporels identifiables			
Transformation des graines oléagineuses	**5 169 644 $**	5 412 654 $	
Transformation du maïs	**2 769 364**	2 829 153	
Services agricoles	**2 912 294**	2 907 637	
Divers	**5 911 916**	6 273 607	
Siège social	**1 834 887**	1 945 770	
Total	**18 598 105 $**	19 368 821 $	
Additions brutes aux immobilisations corporelles			
Transformation des graines oléagineuses	**192 790 $**	207 344 $	
Transformation du maïs	**263 483**	214 805	
Services agricoles	**82 910**	93 834	
Divers	**93 211**	86 243	
Siège social	**14 984**	18 407	
Total	**647 378 $**	620 633 $	

Information géographique : les données par secteur géographique ci-dessous comprennent le chiffre d'affaires net et les autres produits d'exploitation attribués aux pays, selon l'emplacement de la filiale responsable de la vente, et l'actif à long terme selon l'emplacement réel. Les actifs à long terme représentent la somme de la valeur comptable nette des immobilisations corporelles, majorée de la survaleur liée aux entreprises consolidées.

	2005	2004	2003
	(en millions de dollars US)		
Chiffre d'affaires net et autres produits d'exploitation			
États-Unis	**19 450 $**	19 106 $	16 140 $
Allemagne	**5 991**	6 108	4 519
Autres pays étrangers	**10 503**	10 937	10 049
	35 944 $	36 151 $	30 708 $
Actifs à long terme			
États-Unis	**3 921 $**	4 033 $	
Étranger	**1 497**	1 459	
	5 418 $	5 492 $	

Note 14 – Garanties

La Société a conclu des accords de garantie de dette, notamment dans le cadre de participations comptabilisées selon la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation, qui pourraient l'obliger à effectuer des paiements futurs si l'entité principale manquait à ses obligations contractuelles. La Société n'a comptabilisé aucune dette au titre de ces engagements conditionnels dans la mesure où elle juge le versement de tout paiement très peu probable. Si la Société doit effectuer des paiements en vertu de ces garanties, elle possède, dans la majorité de ces accords, un droit de sûreté sur l'actif sous-jacent de l'entité principale. Ces garanties de dette s'élevaient à 422 millions de dollars US au 30 juin 2005. Les emprunts en cours dans le cadre de ces garanties s'élevaient à 309 millions de dollars US au 30 juin 2005.

Note 15 – Règlement du procès antitrust

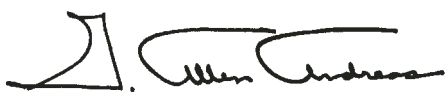
En 2004, la Société a conclu un accord de règlement dans le cadre d'une action en recours collectif portant sur la vente de sirop de maïs riche en fructose au titre duquel la Société a comptabilisé une charge à payer de 400 millions de dollars US (252 millions de dollars US après impôts). Le montant de 400 millions de dollars US a été versé en 2005.

RAPPORT DE LA DIRECTION SUR LE CONTRÔLE INTERNE DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

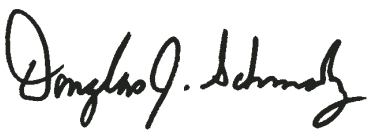
La direction d'Archer Daniels Midland Company (ci-après « ADM ») a la responsabilité de mettre en place et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière, selon la définition des règlements américains *Exchange Act Rules 13a-15(f)* (*Financial reporting*). Le système de contrôle interne d'ADM est conçu pour fournir l'assurance raisonnable de la fiabilité des informations financières et de la préparation des états financiers en conformité avec les principes comptables généralement admis.

Sous la surveillance et avec la collaboration de la direction, y compris le directeur général et le directeur financier de premier rang, la direction d'ADM a évalué la conception et l'efficacité opérationnelle du contrôle interne de l'information financière au 30 juin 2005 sur la base du cadre fourni par le *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission* dans sa publication « *Internal Control – Integrated Framework* ».

Sur la base de cette évaluation, la direction a conclu que le contrôle interne d'ADM à l'égard de l'information financière était efficace au 30 juin 2005. Ernst & Young LLP, commissaires aux comptes indépendants, a émis un rapport, inclus dans les présentes, attestant l'évaluation de la direction du contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière au 30 juin 2005. Leur rapport figure aux présentes.



G. Allen Andreas
Président du Conseil et Directeur général
(*Chairman and Chief Executive Officer*)



Douglas J. Schmalz
Vice-président senior et Directeur financier
(*Senior Vice President & Chief Financial Officer*)

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES INDÉPENDANTS

À l'attention du conseil d'administration et des actionnaires
Archer Daniels Midland Company
Decatur, Illinois

Nous avons audité les bilans consolidés ci-joints d'Archer Daniels Midland Company et de ses filiales aux 30 juin 2005 et 2004, ainsi que les états consolidés des résultats, des capitaux propres et des flux de trésorerie de chacun des exercices compris dans la période de trois ans clôturée le 30 juin 2005. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos audits.

Nos audits ont été effectués conformément aux normes d'audit du *Public Company Accounting Oversight Board* des États-Unis (Comité de surveillance comptable des sociétés faisant appel public à l'épargne). Ces normes exigent que l'audit soit planifié et exécuté de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. L'audit comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Il comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers. Nous estimons que notre audit constitue une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière consolidée d'Archer Daniels Midland Company et de ses filiales aux 30 juin 2005 et 2004, ainsi que de leurs résultats d'exploitation consolidés et de leurs flux de trésorerie consolidés pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans clôturée le 30 juin 2005, selon les principes comptables généralement admis aux États-Unis.

Nous avons par ailleurs audité, conformément aux normes du *Public Company Accounting Oversight Board* des États-Unis, l'efficacité du contrôle interne d'Archer Daniels Midland Company et de ses filiales au 30 juin 2005, sur la base des critères établis dans la publication du *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission, « Internal Control – Integrated Framework »*, et notre rapport daté du 31 août 2005 ne comporte aucune réserve à cet égard.

St. Louis, Missouri, États-Unis,
31 août 2005

Ernst & Young LLP

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES INDÉPENDANTS

À l'attention du conseil d'administration et des actionnaires
Archer Daniels Midland Company
Decatur, Illinois

Nous avons audité le jugement de la direction, inclus dans le *Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière* ci-joint, selon lequel Archer Daniels Midland Company et ses filiales ont maintenu un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 30 juin 2005, sur la base des critères établis dans la publication du *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission, « Internal Control – Integrated Framework »* (ci-après « les critères du COSO »). La direction d'Archer Daniels Midland Company a la charge du maintien d'un contrôle interne efficace de l'information financière et se doit d'évaluer l'efficacité dudit contrôle. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur l'évaluation de la direction et sur l'efficacité du contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière sur la base de notre audit.

Notre audit a été effectué conformément aux normes d'audit du *Public Company Accounting Oversight Board* des États-Unis (Comité de surveillance comptable des sociétés faisant appel public à l'épargne). Ces normes exigent que l'audit soit planifié et exécuté de manière à fournir l'assurance raisonnable qu'un contrôle interne efficace a été maintenu à tous les égards importants. Dans le cadre de notre audit, nous avons appréhendé le contrôle interne à l'égard de l'information financière, évalué l'appréciation de la direction, testé et évalué la conception et l'efficacité opérationnelle du contrôle interne et effectué toutes les procédures que nous jugions nécessaires au vu des circonstances. Nous estimons que notre audit constitue une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

Le système de contrôle interne d'une société à l'égard de l'information financière est conçu pour fournir l'assurance raisonnable de la fiabilité des informations financières et de la préparation des états financiers à un public externe, en accord avec les principes comptables généralement admis. Le contrôle interne d'une société à l'égard de l'information financière comprend les politiques et procédures (1) qui se rapportent à la tenue de registres reflétant, de manière raisonnablement détaillée, exacte et fidèle, les transactions et cessions d'actifs de la société ; (2) qui fournissent l'assurance raisonnable que les transactions sont enregistrées de manière adéquate pour permettre la préparation d'états financiers conformes aux principes comptables généralement admis et l'assurance raisonnable que les produits et charges de la société portent exclusivement sur des éléments conformes aux autorisations de la direction et des administrateurs de la société ; et (3) qui fournissent l'assurance raisonnable de la prévention ou de la détection rapide d'acquisitions, emplois ou cessions non autorisés des actifs de la société qui pourraient avoir une incidence notable sur les états financiers.

En raison de ses limites inhérentes, le contrôle interne de l'information financière peut ne pas éviter ou détecter des inexactitudes. Par ailleurs, les projections de toute évaluation d'efficacité sur des périodes futures comportent le risque de devenir inappropriées au gré des changements des conditions ou le risque de ne plus se trouver en pleine conformité avec les politiques ou procédures.

Selon notre opinion, le jugement de la direction selon lequel Archer Daniels Midland Company et ses filiales ont maintenu un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 30 juin 2005 est fidèle à la réalité, à tous les égards importants, sur la base des critères du COSO. De même, selon notre opinion, Archer Daniels Midland Company et ses filiales ont maintenu, à tous les égards importants, un contrôle interne efficace de l'information financière au 30 juin 2005, sur la base des critères du COSO.

Nous avons par ailleurs audité, conformément aux normes du *Public Company Accounting Oversight Board* des États-Unis, les bilans consolidés d'Archer Daniels Midland Company et de ses filiales aux 30 juin 2005 et 2004, ainsi que les états consolidés des résultats, des capitaux propres et des flux de trésorerie de chacun des exercices compris dans la période de trois ans clôturée le 30 juin 2005 d'Archer Daniels Midland Company et de ses filiales, et notre rapport daté du 31 août 2005 ne comporte aucune réserve à cet égard.

St. Louis, Missouri, États-Unis,
31 août 2005

Ernst & Young LLP

DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES (NON VÉRIFIÉES)

	Trimestre				
	Premier	Deuxième	Troisième	Quatrième	Exercice
	(en milliers de dollars US, sauf montants par action)				
Exercice 2005					
Chiffre d'affaires net	**8 972 411 $**	**9 063 526 $**	**8 484 171 $**	**9 423 702 $**	**35 943 810 $**
Marge bénéficiaire brute	**663 432**	**668 708**	**574 856**	**524 343**	**2 431 339**
Bénéfice (perte) net(te)	**266 297**	**313 509**	**269 095**	**195 484**	**1 044 385**
Bénéfice (perte) net(te) – après conversion des titres optionnables par action ordinaire	**0,41**	**0,48**	**0,41**	**0,30**	**1,59**
Exercice 2004					
Chiffre d'affaires net	7 967 902 $	9 188 504 $	9 309 019 $	9 685 969 $	36 151 394 $
Marge bénéficiaire brute	453 754	604 294	587 019	503 257	2 148 324
Bénéfice (perte) net(te)	150 181	220 821	226 769	(103 061)	494 710
Bénéfice (perte) net(te) – après conversion des titres optionnables par action ordinaire	0,23	0,34	0,35	(0,16)	0,76

Le bénéfice (la perte) net(te) du trimestre et de l'exercice clôturés le 30 juin 2005 comprend des imputations au coût des produits vendus de 40 millions de dollars US (25 millions de dollars US après impôts, soit 0,04 $ US par action) et 42 millions de dollars US (26 millions de dollars US après impôts, soit 0,04 $ US par action), respectivement, liées à l'abandon et à la réduction de valeur de certains actifs à long terme. Pour l'exercice clôturé le 30 juin 2005, le résultat net comprend un gain de 159 millions de dollars US (119 millions de dollars US après impôts, soit 0,18 $ US par action) issu de la cession de la participation de la Société au capital de Tate & Lyle PLC. Le bénéfice (la perte) net(te) pour les trois mois et l'exercice clôturé le 30 juin 2004 comprend des charges de vente et charges générales et administratives de 400 millions de dollars US (252 millions de dollars US après impôts, soit 0,39 $ US par action) liées au règlement du contentieux sur le fructose. Le bénéfice (la perte) net(te) du trimestre et de l'exercice clôturés le 30 juin 2004 comprenait des imputations au coût des produits vendus de 10 millions de dollars US (6 millions de dollars US après impôts, soit 0,01 $ US par action) et 51 millions de dollars US (32 millions de dollars US après impôts, soit 0,05 $ US par action), respectivement, liées à l'abandon et à la réduction de valeur de certains actifs à long terme. Pour l'exercice clôturé le 30 juin 2004, le résultat net comprenait un gain de 21 millions de dollars US (13 millions de dollars US après impôts, soit 0,02 $ US par action) issu d'un procès lié à l'assurance portant sur les inondations de 1993.

COURS DES ACTIONS ORDINAIRES ET DIVIDENDES

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la cote officielle des Bourses de New York, Chicago, Francfort, ainsi qu'à la Bourse des valeurs suisse. Le tableau ci-dessous présente les cours extrêmes des actions ordinaires obtenus à la Bourse de New York pour les périodes indiquées, ainsi que les dividendes en espèces.

	Cours		Dividendes en espèces par action
	Plafond	Plancher	
Exercice 2005 – Trimestre clôturé le			
30 juin	**25,30 $**	**17,50 $**	**0,085 $**
31 mars	**25,37**	**21,35**	**0,085**
31 décembre	**22,55**	**16,72**	**0,075**
30 septembre	**17,00**	**14,95**	**0,075**
Exercice 2004 – Trimestre clôturé le			
30 juin	17,95 $	15,82 $	0,075 $
31 mars	17,83	14,90	0,075
31 décembre	15,24	13,11	0,060
30 septembre	14,14	11,95	0,060

Le nombre d'actionnaires inscrits détenteurs d'actions ordinaires de la Société au 30 juin 2005 s'élevait à 23 091. La Société entend continuer à verser des dividendes en espèces régulièrement, même s'il n'existe aucune garantie de dividendes futurs dans la mesure où ceux-ci dépendent des bénéfices, des besoins en capital et de la situation financière futurs.

RÉTROSPECTIVE DÉCENNALE

Résultat d'exploitation, données financières et autres (en milliers de dollars US, sauf données par action)

	2005	2004	2003
Résultats d'exploitation			
Chiffre d'affaires net et autres produits d'exploitation	**35 943 810 $**	36 151 394 $	30 708 033 $
Amortissement	**664 652**	685 613	643 615
Résultat net	**1 044 385**	494 710	451 145
Bénéfice net par action ordinaire	**1,60**	0,76	0,70
Bénéfice par action ordinaire après conversion des titres optionnables	**1,59**	0,76	0,70
Dividendes en espèces	**209 425**	174 109	155 565
Par action ordinaire	**0,32**	0,27	0,24
Données financières			
Fonds de roulement	**4 343 837 $**	3 588 759 $	3 274 385 $
Par action ordinaire	**6,68**	5,51	5,08
Ratio de liquidité générale	**1,8**	1,5	1,6
Stocks	**3 906 698**	4 591 648	3 550 225
Immobilisations corporelles – montant net	**5 184 380**	5 254 738	5 468 716
Additions brutes aux immobilisations corporelles	**647 378**	620 633	1 245 910
Total de l'actif	**18 598 105**	19 368 821	17 182 879
Dette à long terme	**3 530 140**	3 739 875	3 872 287
Capitaux propres	**8 433 472**	7 698 216	7 069 197
Par action ordinaire	**12,97**	11,83	10,96
Divers			
Moyenne pondérée des actions en circulation – nette (en milliers)	**654 242**	647 698	646 086
Moyenne pondérée des actions en circulation – après conversion des titres optionnables (en milliers)	**656 123**	649 810	646 883
Nombre d'actionnaires	**23 091**	24 394	25 539
Effectif	**25 641**	26 317	26 197

Les données sur les actions et par action ont été ajustées en fonction des dividendes en actions annuels de 5 % versés de septembre 1996 à septembre 2001.

2002	2001	2000	1999	1998	1997	1996
22 611 894 $	19 483 211 $	18 612 423 $	18 509 903 $	19 832 594 $	18 104 827 $	17 981 264 $
566 576	572 390	604 229	584 965	526 813	446 412	393 605
511 093	383 284	300 903	265 964	403 609	377 309	695 912
0,78	0,58	0,45	0,39	0,59	0,55	0,99
0,78	0,58	0,45	0,39	0,59	0,55	0,99
130 000	125 053	120 001	117 089	111 551	106 990	90 860
0,20	0,19	0,18	0,17	0,16	0,15	0,13
2 770 520 $	2 283 320 $	1 829 422 $	1 949 323 $	1 734 411 $	2 035 580 $	2 751 132 $
4,26	3,45	2,76	2,89	2,50	3,00	3,95
1,6	1,6	1,4	1,5	1,5	1,9	2,7
3 255 412	2 631 885	2 822 712	2 732 694	2 562 650	2 094 092	1 790 636
4 890 241	4 920 425	5 277 081	5 567 161	5 322 704	4 708 595	4 114 301
596 559	318 168	475 396	825 676	1 228 553	1 127 360	801 426
15 379 335	14 339 931	14 471 936	14 029 881	13 833 534	11 354 367	10 449 869
3 111 294	3 351 067	3 277 218	3 191 883	2 847 130	2 344 949	2 002 979
6 754 821	6 331 683	6 110 243	6 240 640	6 504 912	6 050 129	6 144 812
10,39	9,56	9,20	9,24	9,38	8,92	8,82
656 955	664 507	669 279	685 328	686 047	690 352	702 012
657 947	665 353	669 279	685 426	686 809	691 409	702 817
26 715	27 918	29 911	31 764	32 539	33 834	35 431
24 746	22 834	22 753	23 603	23 132	17 160	14 811

ADMINISTRATEURS

G. Allen Andreas

Président du Conseil et Directeur général

M. Andreas, âgé de 62 ans, a rejoint ADM en 1973 et a occupé plusieurs postes aux États-Unis comme à l'international avant d'être nommé Président-Directeur général en 1997. Il a tout d'abord été nommé Administrateur en 1997 avant d'être nommé Président du Conseil en 1999. M. Andreas préside le Comité de direction.

Alan L. Boeckmann

Président du Conseil et Directeur général de Fluor Corporation (société d'ingénierie et de construction)

M. Boeckmann, âgé de 57 ans, est par ailleurs Administrateur de Burlington Northern Santa Fe Corporation. Il a rejoint le Conseil d'administration d'ADM en 2004 et siège au Comité de rémunération et de relève.

Mollie Hale Carter

Président du Conseil, Directeur général et président, Sunflower Bank et Vice-président, Star A, Inc. (entreprise de culture et d'élevage)

Mme Carter, âgée de 43 ans, a rejoint le Conseil d'administration d'ADM en 1996 et occupe également la fonction d'Administrateur pour Westar Energy. Elle préside le Comité de nomination et de gouvernance d'entreprise et siège aux Comités de direction, de vérification et de rémunération et de relève.

Roger S. Joslin

Ancien vice-président du Conseil de State Farm Mutual Automobile Insurance Company

M. Joslin, âgé de 69 ans, siège aux Conseils d'administration d'Amlin, plc et de BroMenn Healthcare System. Il a rejoint le Conseil d'administration d'ADM en 2001, préside le Comité de vérification et siège au Comité de nomination et de gouvernance d'entreprise.

Patrick J. Moore

Président du Conseil et Président-Directeur général de Smurfit-Stone Container Corporation (producteur de carton et de produits d'emballage à base de papier)

M. Moore, âgé de 51 ans, a rejoint le Conseil d'administration d'ADM en 2003. Il siège aux Comités de vérification et de rémunération et de relève.

M. Brian Mulroney

Associé principal, Ogilvy Renault (cabinet d'avocats)

M. Mulroney, âgé de 66 ans, est aussi Administrateur de Barrick Gold Corporation, TrizecHahn Corporation, Cendant Corporation, AOL Latin America, Inc., Quebecor, Inc. et Quebecor World, Inc. M. Mulroney a été Premier ministre du Canada. Il a rejoint le Conseil d'administration d'ADM en 1993 et siège au Comité de direction.

Thomas F. O'Neill

Directeur non associé de Sandler O'Neill & Partners, L.P. (banque d'investissement)

M. O'Neill, âgé de 58 ans, est par ailleurs administrateur de NASDAQ Stock Market, Inc. et de Misonix, Inc. Il a rejoint le conseil d'administration d'ADM en 2004 et siège aux Comités de vérification et de nomination et de gouvernance d'entreprise.

O. Glenn Webb

Agriculteur

M. Webb, âgé de 69 ans, est Président du Conseil et président émérite de GROWMARK, Inc., coopérative détenue par des agriculteurs. Il a rejoint le Conseil d'administration d'ADM en 1991 et occupe actuellement la fonction de Vice-président du Conseil. Il préside les Comités de rémunération et de relève et siège aux Comités de direction et de nomination et de gouvernance d'entreprise.

Kelvin R. Westbrook

Président-Directeur général de Millennium Digital Media, LLC (société de services haut débit)

M. Westbrook, âgé de 50 ans, est également Administrateur d'Angelica Corporation. Il a rejoint le Conseil d'administration d'ADM en 2003 et siège aux Comités de vérification et de nomination et de gouvernance d'entreprise.

Administrateur d'honneur

Dwayne O. Andreas – Président d'honneur du Conseil

COMITÉ DE DIRECTION

G. Allen Andreas
Président du Conseil
et Directeur général
Président du Comité de direction

Paul B. Mulhollem
Président et
Directeur de l'exploitation

David J. Smith
Vice-président exécutif, Secrétaire général
et Directeur des affaires juridiques

Steven R. Mills
Vice-président général
et Contrôleur

Douglas J. Schmalz
Vice-président senior
et Directeur financier

John D. Rice
Vice-président exécutif
(Marketing international et Gestion du risque)

William H. Camp
Vice-président exécutif
(Transformation, International)

MEMBRES DE LA DIRECTION

G. Allen Andreas
Président du Conseil et
Directeur général

Paul B. Mulhollem
Président et
Directeur de l'exploitation

David J. Smith
Vice-président exécutif,
Secrétaire général et
Directeur des affaires juridiques

William H. Camp
Vice-président exécutif
(Transformation, International)

John D. Rice
Vice-président exécutif
(Marketing international et Gestion du risque)

Lewis W. Batchelder
Vice-président senior
(Services agricoles)

Edward A. Harjehausen
Vice-président senior
(Meunerie du maïs, Bioproduits
et Alimentation animale)

Brian F. Peterson
Vice-président senior
(Affaires générales)

Douglas J. Schmalz
Vice-président senior et Directeur financier

Margaret M. Loebl
Vice-président général
(Finance)

Steven R. Mills
Vice-président général et Contrôleur

Raymond V. Preiksaitis
Vice-président général
(Technologies de l'information)

Jankees van der Wild
Vice-président général
(Transformation des graines oléagineuses)

Mark Bemis
Vice-président
(Cacao)

J. Kevin Burgard
Vice-président
(Ingrédients d'alimentation de spécialité)

Mark J. Cheviron
Vice-président
(Sécurité et Services administratifs)

Craig A. Fischer
Vice-président
(Transformation du blé)

Dennis C. Garceau
Vice-président
(Fabrication et Services techniques)

Shannon Herzfeld
Vice-présidente
(Relations avec les instances
gouvernementales)

Craig E. Huss
Vice-président
(Transports et logistique)

Matthew J. Jansen
Vice-président
(Amérique du Sud)

Michael Lusk
Vice-président
(Assurance et Gestion du risque)

Vikram Luthar
Vice-président-Trésorier

Randy Moon
Vice-président
(Ressources humaines)

John G. Reed, Jr.
Vice-président
(Relations gouvernementales)

Kenneth A. Robinson
Vice-président
(Gestion des risques liés aux marchandises)

Ismael Roig
Vice-président
(Planning et Développement)

Scott A. Roney
Vice-président
(Règlements et Éthique)

A. James Shafter
Vice-président et
Directeur adjoint des affaires juridiques

Stephen Yu
Vice-président
(Asie-Pacifique)

Mark Zenuk
Vice-président
(Europe et Asie)

Ronald S. Bandler
Trésorier adjoint

Scott A. Roberts
Secrétaire adjoint et
Directeur adjoint des affaires juridiques

Marc A. Sanner
Contrôleur adjoint

INFORMATION AUX ACTIONNAIRES

Bourses

Les actions ordinaires d'Archer Daniels Midland Company sont inscrites à la cote officielle des Bourses de New York, Chicago et Francfort, ainsi qu'à la Bourse des valeurs suisse.
Ticker : ADM.

Agent de transfert et comptable

Hickory Point Bank & Trust, fsb
P. O. Box 2548
225 North Water Street
Decatur, IL 62523, É.-U.
+1-888/740-5512

Commissaires aux comptes indépendants

Ernst & Young LLP, St. Louis, MO, États-Unis

Avis d'assemblée générale annuelle

L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société se tiendra au James R. Randall Research Center, 1001 Brush College Road le 3 novembre 2005 à partir de 11 heures. Cette assemblée sera retransmise en direct sur Internet à l'adresse www.admworld.com/AnnualMeeting/. Les procurations seront exigées par la direction de la Société le ou vers le 22 septembre 2005, date à laquelle les circulaires d'information et les formulaires de procuration seront envoyés aux actionnaires.

Adresse postale

Archer Daniels Midland Company
P. O. Box 1470
Decatur, IL 62525
U.S.A.

Numéro de téléphone

Relations investisseurs : +1-217/424-4647

Internet

www.admworld.com

Des exemplaires du Rapport annuel de la Société soumis à la Securities and Exchange Commission par l'intermédiaire du formulaire 10-K sont disponibles gratuitement aux actionnaires sur demande écrite adressée au département Relations investisseurs (Investor Relations).

Archer Daniels Midland Company est un employeur assurant l'égalité en matière d'emploi.

Attestations des dirigeants

Ainsi que le requiert la section 302 de la loi Sarbanes-Oxley de 2002, le Rapport annuel 2005 de la Société déposé auprès de la Securities and Exchange Commission par l'intermédiaire du formulaire 10-K comprend, en Annexe 31, les attestations du Directeur général et du Directeur financier de la Société. Le 16 novembre 2004, la Société a fait parvenir à la Bourse de New York (NYSE) une attestation du Directeur général certifiant qu'il n'a nullement connaissance d'une quelconque infraction de la Société aux normes de cotation de la NYSE concernant la gouvernance d'entreprise.

Avertissements exonératoires

Le rapport annuel contient des informations à caractère prospectif ou prévisionnel qui sont sujettes à certains risques et incertitudes pouvant entraîner une distorsion sensible des résultats réels par rapport à ceux que mentionnent ou impliquent lesdites informations prévisionnelles. Dans certains cas, il est possible de signaler le caractère prospectif des informations par l'utilisation du conditionnel, du futur, de termes comme « anticiper, penser, attendre, escompter, projeter, futur, compter, estimer, prévoir, potentiel, éventuel », leur négation ou d'autres expressions semblables. Les résultats réels de la Société peuvent sensiblement différer de ceux mentionnés ou impliqués dans le présent rapport. Les facteurs pouvant entraîner ou contribuer à une telle distorsion comprennent, sans s'y limiter, ceux visés au formulaire 10-K de la Société pour l'exercice clôturé le 30 juin 2005. Parmi ces risques, on compte les interventions législatives, les variations des prix des marchandises agricoles et d'autres matières, dont les carburants, ainsi que les conditions macroéconomiques prévalant dans diverses régions du monde. Dans la mesure autorisée par la législation en vigueur, la Société n'est pas tenue de mettre à jour toute information à caractère prospectif en raison de sa connaissance ultérieure de nouvelles informations ou nouveaux événements.

Conception : Creative Design Board, Chicago, IL

PRINTED WITH SOYINK™


ADM